

*Séance du*  
*Conseil Municipal de Forcalquier*

*Mercredi 16 avril 2014 à 18 h 30*



**COMPTE RENDU PAR EXTRAITS**

L'an deux mille quatorze et le seize du mois d'avril, le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur le maire le 10 avril 2014, s'est assemblé à l'Hôtel de Ville dans la salle ordinaire de ses délibérations.

**Présents :**

- Monsieur Christophe CASTANER, maire
- Monsieur Gérard AVRIL, adjoint
- Madame Dominique ROUANET, adjointe
- Monsieur Christian DUMOTIER, adjoint
- Madame Sophie BALASSE, adjointe
- Monsieur Jacques LARTIGUE, adjoint
- Madame Christiane CARLE, adjointe
- Monsieur Alexandre JEAN, adjoint
- Madame Christiane GRESPIER, adjointe
- Monsieur Jacques HONORÉ, conseiller municipal
- Madame Michèle RIBBE, conseillère municipale
- Madame Marie-France CHARRIER, conseillère municipale
- Monsieur André BERGER, conseiller municipal
- Madame Martine DUMAS, conseillère municipale
- Monsieur Pierre GARCIN, conseiller municipal
- Monsieur Noël PITON, conseiller municipal
- Madame Leila IMBERT, conseillère municipale,
- Madame Carole CHRISTEN, conseillère municipale
- Madame Sabrina BIOUS, conseillère municipale
- Madame Jacqueline VILLANI, conseillère municipale
- Madame Isabelle FOURAULT-MAS, conseillère municipale
- Monsieur Éric LIEUTAUD, conseiller municipal
- Monsieur Lionel DELEUIL, conseiller municipal
- Madame Élodie OLIVER, conseillère municipale
- Monsieur Sébastien GINET, conseiller municipal,

**Excusés et représentés :**

- Monsieur Didier MOREL, conseiller municipal, donne pouvoir à M. Christophe CASTANER,
- Monsieur Rémi DUTHOIT, conseiller municipal, donne pouvoir à Mme Dominique ROUANET



La séance est ouverte et **Monsieur Alexandre JEAN** est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire qu'il accepte.



Puis, **Monsieur CASTANER**, député-maire, donne lecture des décisions du maire prises en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales :

- 2014-018 Travaux de voirie communale et de réseaux sec et pluvial - marché à bons de commande.
- 2014-019 Convention d'occupation d'un local situé place St Michel.

***Monsieur CASTANER** demande au conseil municipal qu'un point supplémentaire soit inscrit à l'ordre du jour pour la désignation d'un délégué titulaire au centre d'accueil spécialisé (CAS). Cette désignation a déjà été votée lors du précédent conseil municipal mais propose de la changer au vu de la délégation confiée à Jacques HONORÉ sur la question du handicap. Cette désignation sera proposée au vote en séance.*



## **Budget et finances**

***Monsieur CASTANER** précise que la commission des finances n'a pu se réunir formellement car le délai de 5 jours entre l'envoi de la convocation et la réunion n'a pu être respecté, celle-ci n'étant pas alors constituée. En effet, le conseil municipal du 10 avril 2014 a délibéré pour sa constitution. Toutefois, il faudra veiller à se qu'elle puisse se réunir le plus souvent possible.*

***Monsieur JEAN** dit que les comptes de gestion 2013 et le comptes administratifs 2013 sont concordant.*

***Monsieur CASTANER** rappelle que le compte de gestion n'est que le retraçage des écritures comptables du trésor public. Il doit être conforme au compte administratif.*

***Monsieur CASTANER** propose d'évoquer le compte de gestion et de présenter le compte administratif qui sera voté sans lui, comme le prévoit les textes.*

***Monsieur JEAN** poursuit en proposant que le compte administratif soit présenté mais ne soit pas trop détaillé, sauf s'il y a des questions, puisqu'il a déjà été vu lors du débat d'orientation budgétaire en conseil municipal du 10 avril 2014.*

***Monsieur LIEUTAUD** regrette que le vote du budget n'ait pu être programmé une semaine plus tard après une réunion d'une commission des finances au préalable pour étudier le compte administratif 2013. Il précise que, lors du dernier conseil municipal, celui-ci a été évoqué très rapidement et, aujourd'hui, il doit être voté.*

***Monsieur LIEUTAUD** rajoute que 1326 personnes leur ont fait confiance et ils doivent leur rendre des comptes. Il aurait bien aimé avoir une explication sur les divers types de variations, en pourcentage, concernant un certain nombre de dépenses.*

**Monsieur LIEUTAUD** fait une remarque sur le compte administratif concernant la colonne des pourcentages relative à la variation entre le compte administratif 2013 et le budget primitif 2013. Il précise qu'une autre colonne aurait pu y être ajoutée relative à la variation, en pourcentage, du compte administratif 2013 et du compte administratif 2012. Il cite l'exemple des charges à caractère général, au lieu de voir -5,50 %, on verrait apparaître +15%. Selon lui, ces deux chiffres sont intéressants, même si, effectivement, pour le compte de gestion, il est peut-être important pour le maire de voir qu'il n'a pas dépassé le budget qu'il avait décidé en 2013.

**Monsieur PITON** intervient en précisant que la variation 2013/2012 en absolue est présente et significative dans la dernière colonne.

**Monsieur CASTANER** précise que le conseil municipal prend note de la remarque et rappelle que le compte administratif n'est que l'exécution du budget primitif et que l'usage veut que le compte administratif soit constitué et examiné par référence au budget primitif. Effectivement, on peut comparer avec le compte administratif 2012, voire le compte administratif 2011, ou remonter plus loin, chacun arrivant à faire son mode de calcul sans difficulté.

**Monsieur LIEUTAUD** pense que c'est bien, pour la population, d'avoir connaissance des évolutions des charges de fonctionnement.

**Monsieur CASTANER** dit à **Monsieur LIEUTAUD** d'arrêter de penser que des données lui sont cachées car les montants sont clairement indiqués au centime près. Le compte administratif a toujours été présenté sous cette forme, conformément à la règle légale, et cela continuera comme tel. Évidemment, si une colonne exprimant des pourcentages supplémentaires devait être rajoutée pour apparaître une variation de compte administratif à compte administratif, il n'aura aucune difficulté à le faire lui-même.

**Monsieur LIEUTAUD** rajoute qu'il est intéressant de voir les évolutions de dépenses d'une année sur l'autre et que les forcalquiérens sont sensibles à ces évolutions.

**Monsieur CASTANER** précise que c'est pour cela que la municipalité les rend public.

**Monsieur LIEUTAUD** aurait aimé avoir des précisions sur les prestations de service et savoir quel type de dépenses fait que l'on passe de 315 000 € à 344 000€.

**Monsieur CASTANER** répond qu'à l'euro près, cette différence est liée à différentes évolutions dont des prestations d'alarmes et le décalage de facturation de Provence Plats (repas cantines).

**Monsieur LIEUTAUD** continue sur les locations mobilières et demande confirmation sur les dépenses du parc automobile et des diverses locations comme les photocopieurs et postes informatiques. Il souhaiterait avoir davantage d'informations quant au parc automobile.

**Monsieur CASTANER** réitère à **Monsieur LIEUTAUD** ce qui lui a été indiqué le matin même qu'il peut adresser une demande au maire, la totalité des comptes administratifs sera à la disposition de n'importe quel élu de la majorité ou de l'opposition.

**Monsieur GINET** précise que **Monsieur LIEUTAUD** et les élus de l'opposition déplorent le manque d'éléments détaillant l'ensemble des prestations de service du compte administratif et regrettent de ne pas les avoir eus avant le vote du budget.

**Monsieur CASTANER** rappelle à **Monsieur GINET** que le règlement de fonctionnement qui a été voté au dernier conseil municipal stipule que la totalité des élus ont accès à la totalité des pièces s'ils le souhaitent, en font la demande et viennent les consulter en mairie.

**Monsieur CASTANER** rajoute qu'hier **Monsieur LIEUTAUD** a fait une demande écrite sur un certain nombre de questions auxquelles **Monsieur CASTANER** à veiller à répondre. Un rendez-vous a eu lieu entre l'adjoint aux finances et **Monsieur LIEUTAUD** ce jour.

**Monsieur CASTANER** rappelle que les élus, sous réserve de respecter le formalisme précédemment évoqué, ont accès aux pièces comptables et que les élus de l'opposition ne peuvent continuer à penser que des informations leur seraient cachées, mais qu'il serait plus simple qu'ils se renseignent plutôt que de dénoncer.

**Monsieur GINET** affirme, à nouveau, qu'avec **Monsieur LIEUTAUD**, ils gardent ce sentiment, même après le rendez-vous avec l'adjoint aux finances. Ils auraient aimé avoir l'ensemble des pièces avant le vote au conseil municipal.

**Monsieur CASTANER** rappelle que l'usage et le bon sens veulent que, lors du conseil municipal, les factures portant sur plusieurs millions exécutées en 2013 mais ne soient « épluchées ». Les élus de l'opposition qui ont des questions précises doivent les formuler par écrit et une réponse leur sera faite et que, bien sûr, toutes les factures présentées dans le compte administratif sont tenues à leur disposition.

**Monsieur CASTANER** souligne qu'après avoir refusé la présidence de la commission d'appel d'offre, après avoir refusé la présidence de la commission de délégation de service public, les élus de l'opposition continueront à penser que des éléments leur sont cachés, voir même continueront à le colporter à l'extérieur.

**Monsieur CASTANER** réaffirme devant le conseil municipal que la totalité des pièces comptables d'exécution du budget 2013 est à leur disposition au service financier sur demande adressée au maire.

**Monsieur GINET** répond qu'ils ne manqueront pas de venir les consulter mais qu'ils regrettent de ne pas les avoir eus ce soir.

**Monsieur LIEUTAUD** rebondit sur ces propos en indiquant que les élus de l'opposition doivent approuver un compte administratif et un budget sur lequel ils n'ont aucun élément. Même s'il ne conteste pas la sincérité de chiffres, mais, à la présentation du compte administratif, il aurait souhaité avoir des détails concernant l'évolution des charges dans certain secteur.

**Monsieur CASTANER** pense qu'il ne faut pas mélanger ce qui est un conseil municipal et ce qu'est un travail légitime d'un élu, qu'il soit de l'opposition comme de la majorité, qui consiste aussi à se renseigner et ne pas attendre le conseil municipal pour poser une kyrielle de questions. Sinon, on peut aussi imaginer des conseils de plusieurs heures. Nos services se mobiliseront, sur leur temps de travail, et nous pourrions justifier les 617 € de fournitures de voirie...si cela est utile à l'opposition !

**Monsieur LIEUTAUD** répond que ce n'est pas les 617 € de voirie qui l'intéresse mais les 344 000 € de prestations de services.

**Monsieur LIEUTAUD** précise qu'il a reçu la convocation du conseil municipal samedi dans sa boîte aux lettres et rappelle qu'il a une activité professionnelle. Il a donc essayé d'avoir des informations depuis mardi et est venu ce matin pendant 1 heure. Pour éplucher un compte administratif de cette lourdeur, 1 heure est insuffisant.

**Monsieur CASTANER** rappelle que, conformément à la loi, le conseil municipal est convoqué avec un délai de 5 jours et que, bien évidemment, si les élus de l'opposition souhaitent passer les 5 jours à vérifier la totalité des pièces et non pas interroger les services, ils peuvent le faire sans difficulté.

**Monsieur DUMOTIER** dit que les pièces comptables fournies sont vérifiées par un comptable du trésor public. Donc, il ne peut y avoir des sous-entendus. De plus, le compte de gestion concorde avec le compte administratif.

**Monsieur CASTANER** rappelle à **Monsieur LIEUTAUD** que, lorsqu'il était adjoint pendant plusieurs années, il n'a jamais présenté le compte administratif en détail, article par article. Depuis, il a changé d'approche, cela s'appelle sûrement de l'expérience.

**Monsieur CASTANER** lui propose donc de poursuivre et de poser des questions auxquelles les élus de la majorité veilleront à répondre. À celles auxquelles ils ne pourront répondre, ils y répondront par écrit.

**Monsieur GARCIN** regrette la tournure de certains propos et souhaite que les débats soient plus élevés car il trouve dérangeant qu'un élu municipal préfère répondre aux 1326 électeurs plutôt qu'aux 4800 forcalquiérens qui attendent, aujourd'hui, des vrais débats politiques et démocratiques conduits par des élus responsables. Puis, il fait part de son expérience personnelle en tant que membre de la commission des finances pendant 6 ans à laquelle il était convoqué dans les délais légaux, et jamais il y eut une remarque pertinente voire parfois même une absence totale de la part de l'opposition.

**Monsieur GINET** précise que l'opposition ne refuse pas de siéger à la commission des finances.

**Monsieur CASTANER** indique que le document présenté est conforme à celui qui a toujours été présenté depuis des années à Forcalquier si ce n'est les chiffres qui changent-précise-t-i pour la compréhension de tous- que ce soit sous l'autorité de Pierre Delmar ou sous la sienne. Il rappelle la loi en précisant que c'est un vote sur les chapitres et qu'elle est conforme à toutes les communes de France qui présentent leur budget.

**Monsieur LIEUTAUD** confirme qu'il formalisera un certain nombre de questions par écrit et prendra rendez-vous avec le service financier pour étudier les comptes administratifs.

**Monsieur GINET** souhaite connaître le détail des honoraires portés sur le compte administratif.

**Monsieur CASTANER** lui répond que le document sera à sa disposition s'il le souhaite sur demande.

**Monsieur LIEUTAUD** trouve la différence des investissements lourde au niveau du compte administratif car 9 millions étaient prévus au budget primitif 2013 dont 5 millions engagés. Il reste 3,6 millions sur les 3,9 millions prévus dus. Ces dépenses vont peser sur l'endettement et sur le remboursement des intérêts et donc sur les charges à avenir de la section de fonctionnement.

**Monsieur CASTANER** précise qu'il ne faut pas confondre ce qui est inscrit au budget primitif et le budget réalisé et, en particulier, sur les investissements. En reprenant les comptes administratifs 2011 et 2012, il y a, généralement, des niveaux d'investissement inscrits supérieurs de 50 % au réalisé. Une grosse partie de ces investissements étant des « reste à réaliser » donc on ne peut pas les cumuler. Nous constatons que, sur le budget aujourd'hui, nous avons 3,6 millions de « reste à réaliser » qui sont inscrits. Sur 2013, le montant était plus important car nous avons lancé les opérations « Immeuble Reynier » et « Village vert ». Au-delà de cela, faire des investissements est un choix politique qui correspond à des besoins. Le décalage important existant entre ce qui est inscrit et réalisé est dû au temps que nécessite les demandes et les obtentions de subventions de nos investissements, et la réalisation des programmes. À son lancement, un investissement, s'inscrit dans sa totalité dans le budget alors qu'aucune recette n'est inscrite tant qu'elle n'est pas notifiée.

**Monsieur CASTANER** rajoute que, parfois, sur des opérations lourdes financièrement, les emprunts sont couverts par les loyers. C'est le cas, du « Village vert » ou la restauration de logement et atelier de l'immeuble à l'angle de la rue Saint-Mary.

*Monsieur CASTANER rappelle que le conseil municipal doit voter le compte administratif, sans qu'il ne soit présent, sous l'autorité du 1<sup>er</sup> adjoint, ainsi que le compte de gestion, conforme à ceux de Madame le trésorier payeur, avant d'aborder les autres points prévus à l'ordre du jour.*

## **Compte de gestion 2013 : Budget principal et budgets annexes**

**Le Conseil Municipal,**

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le compte de gestion 2013 établi par le receveur municipal pour le budget principal et les budgets annexes.

Ouï l'exposé du rapporteur

**CONSIDÉRANT** que les comptes de gestion 2013 du budget principal et des budgets annexes sont conformes dans leurs écritures aux comptes administratifs 2013 de la commune,

### **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE**, par 21 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), le compte de gestion 2013 du budget principal.

**APPROUVE**, par 21 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), le compte de gestion 2013 du budget annexe de l'eau.

**APPROUVE**, par 21 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), le compte de gestion 2013 du budget annexe de l'assainissement.



*Monsieur AVRIL présente les chiffres essentiels du compte d'administratif, les dépenses et recettes de fonctionnement du budget principal.*

## **Compte administratif 2013 et affectation du résultat**

En application de l'article L 2121-14 du code général des collectivités territoriales, Monsieur CASTANER, maire, quitte la séance et, sous la présidence de Monsieur Gérard AVRIL, adjoint :

## Le Conseil Municipal,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU les comptes administratifs 2013 se rapportant au budget principal et aux budgets annexes,

Ouï l'exposé du rapporteur

### DÉLIBÈRE

**APPROUVE**, par 19 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), le compte administratif 2013 relatif au budget principal.

**APPROUVE**, par 19 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), e compte administratif 2013 relatif au budget annexe de l'eau.

**APPROUVE**, par 19 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), le compte administratif 2013 relatif au budget annexe de l'assainissement.

**DÉCIDE**, par 19 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), que les résultats 2013 seront affectés, pour partie, aux besoins de financement de la section d'investissement et de dépenses nouvelles. Le détail des écritures est annexé à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à passer les écritures comptables correspondantes.



### *Vote des taux des taxes directes locales 2014*

Monsieur JEAN, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

« *Préalablement au vote du budget, le conseil municipal doit se prononcer sur le taux des 3 taxes directes locales applicables au titre de l'exercice 2014, à savoir : »*

TAXE DIRECTE LOCALE	TAUX PROPOSE SUR 2014
Taxe d'habitation	15,93 %
Taxe foncière sur propriétés bâties	31,58 %
Taxe foncière sur propriétés non bâties	85,79 %

**Le Conseil Municipal,**

**Ouï** cet exposé,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

### **DÉLIBÈRE**

**FIXE**, comme suit, au titre de l'exercice 2014, le taux des trois taxes directes locales :

<b>TAXE DIRECTE LOCALE</b>	<b>TAUX PROPOSE SUR 2014</b>
Taxe d'habitation	<b>15,93 %</b>
Taxe foncière sur propriétés bâties	<b>31,58 %</b>
Taxe foncière sur propriétés non bâties	<b>85,79 %</b>

**ENTÉRINE** l'état de notification des taux d'imposition ci-annexé.

**Adopté par 21 voix POUR et  
6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS,  
Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI)**

*Monsieur CASTANER souligne que les taux restent identiques depuis 2004.*



### ***Dotations aux amortissements***

Monsieur JEAN, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« En conformité avec le Budget Principal et en application des règles de la comptabilité M 14, mise en place pour Forcalquier dès 1996, il appartient au conseil municipal, sur proposition de l'ordonnateur, de se prononcer sur les durées d'amortissement des immobilisations.*

*Il est proposé de retenir les durées mentionnées sur le tableau ci-annexé, classant ces amortissements en fonction du type d'investissement.*

*Le matériel dont le montant est inférieur à 1 500 euros sera amorti sur 1 an, comme l'autorise l'article 1er du décret n° 56.523 du 13 juin 1996, pris pour application de l'article L 2321.2 du code général des collectivités territoriales. »*

**Le Conseil Municipal,**

**Ouï** cet exposé,

## **DÉLIBÈRE**

**DÉCIDE** de fixer, comme indiqué dans l'état ci-annexé, la durée d'amortissement des immobilisations afférentes à l'exercice 2014.

**Adopté par 21 voix POUR et  
6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS,  
Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI)**

*Monsieur CASTANER interpelle Monsieur LIEUTAUD au sujet de la motivation du vote des six conseillers de l'opposition sur ce point qui n'annonce que les amortissements sur 1 an des ordinateurs...*



### *Subventions de fonctionnement*

*Monsieur CASTANER précise que le conseil municipal se prononcera, globalement, sur les subventions de fonctionnement lors du prochain conseil municipal mais qu'il y en a une urgence à voter, aujourd'hui, ces subventions pour le bon fonctionnement des offices municipaux.*

Monsieur JEAN, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« Les offices municipaux bénéficient chaque année d'une subvention de fonctionnement.*

*La réglementation en vigueur oblige ces offices à préciser, de manière formelle, l'utilisation des fonds publics mis à leur disposition.*

*Pour satisfaire à cette prescription, une convention est établie avec l'office municipal des fêtes et de la culture (OMFC), et l'office municipal des jeunes et du sport (OMJS) définissant leur programme d'activités et les modalités de versement de la subvention.*

*Il est proposé d'allouer à l'office municipal des fêtes et de la culture la somme de 46 000 € et à l'office municipal des jeunes et des sports la somme de 145 600 € pour l'exercice 2014.*

*Il est proposé au conseil municipal d'autoriser la signature des pièces contractuelles applicables à l'exercice 2014. »*

**Le conseil municipal,**

VU le budget unique 2014,

### **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE** le versement à l'office municipal des fêtes et de la culture (OMFC), la somme de 46 000€ et à l'office municipal des jeunes et du sport (OMJS), la somme de 145 600 € au titre de la participation de la commune pour l'exercice 2014.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer les conventions à passer avec chacune de ces deux structures en vu de définir leur programme d'activité et les modalités de cette subvention.

**Adopté par 22 voix POUR et  
5 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Sébastien GINET,  
Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI)**

*Monsieur LIEUTAUD regrette, là aussi, de n'avoir pas eu une information au préalable du fonctionnement global de l'OMJS ou de l'OMFC. Ces sommes leur sont allouées et tant mieux car elles leur sont nécessaires mais aurait apprécié de consulter leurs comptes respectifs.*

*Monsieur CASTANER souligne qu'il y a des représentants à l'OMJS et l'OMFC, désignés la semaine dernière, qui ne manqueront pas de leur poser cette question.*



### ***Vote du budget unique 2014***

*Monsieur JEAN rappelle les orientations qui ont été définies la semaine dernière lors du débat d'orientation budgétaire, puis présente le budget 2014.*

*Monsieur JEAN précise que les sommes inscrites au budget sont des prévisions et qu'elles sont toujours supérieures à l'exécution, comme il a été vu précédemment pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte administratif. Le prévisionnel inscrit permet donc de disposer d'une marge de manœuvre suffisante car il reste un plafond maximal pour les dépenses. Les charges à caractère générales, quant à elles, ont augmenté de 5,43 % et sont souvent des charges incompressibles.*

*Monsieur CASTANER rajoute, pour répondre à une question posée par Monsieur LIEUTAUD la semaine dernière, qu'en fonctionnement la règle a changé car, dorénavant, toutes les dépenses d'entretien de voirie doivent apparaître en section de fonctionnement. La TVA n'est donc plus récupérée sur ces dépenses.*

**Monsieur JEAN** souligne que les charges du personnel ont augmenté en raison de l'application du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) évoqué lors du précédent conseil municipal. Il rappelle, pour exemple, les évolutions de grade de 5 agents ou encore les dépenses relatives à la création de 4 emplois d'avenir, compensés par des recettes puisque ce sont des contrats aidés. Cette année, la commune a eu la charge des embauches des agents recenseurs, compensées partiellement par une aide de l'État.

**Monsieur JEAN** continue sur les autres charges de gestion courantes incluant les indemnités des élus.

**Monsieur LIEUTAUD** estime que les dépenses réelles de fonctionnement ne sont pas maîtrisées.

**Monsieur CASTANER** rappelle que la commune se donne des marges pour une exécution rigoureuse en prévoyant large dans ses dépenses afin de ne pas avoir d'incidents de paiement.

**Monsieur PITON** souligne que la budgétisation des comptes de fonctionnement est inférieure à celle de l'année dernière.

**Monsieur LIEUTAUD** dit qu'à travers ce type de gestion avec des prévisions hautes, il est difficile de bien prévoir les taux de taxes et qu'en serrant les prévisions, on arriverait à réduire légèrement la fiscalité, qui est une demande générale de la part des contribuables.

**Monsieur CASTANER** rétorque qu'il ne croit pas que les prévisions aient des conséquences budgétaires étant donné la bonne gestion qui s'en suit et réitère sa confiance aux élus et services.

**Monsieur LIEUTAUD** trouve que les taux d'imposition sur la commune sont élevés et largement supérieurs aux communes de la strate. Il estime que cette fiscalité ne pourra jamais être réduite, voire rendue partiellement aux contribuables sur le foncier bâti et le non-bâti si on continue à faire des prévisions hautes.

**Monsieur JEAN** poursuit sur les recettes de fonctionnement.

**Monsieur PITON** se demande à quoi s'attendre sur la DGF dans les années à venir suite aux annonces du Gouvernement, et comment cela impactera le budget d'une commune comme Forcalquier.

**Monsieur CASTANER** répond que la DGF n'est pas notre ressource principale mais que globalement les tensions que vont connaître les conseils régionaux et généraux et l'État vont faire qu'il y aura moins de dotations sur les investissements ou sur le fonctionnement. Sur les dotations de l'État, dans la poursuite du principe appliqué depuis François Fillon, il est demandé aux collectivités locales une contribution de 20% à l'effort global national pour réduire la dette. Cela entraînera à terme pour la commune 100 000€ à 150 000€ de recettes en moins sur la dotation globale de fonctionnement.

**Monsieur GINET** souligne qu'on peut se réjouir de voir qu'il y a une continuité dans l'action gouvernementale et que François Fillon est cité comme exemple en la matière.

**Monsieur GINET** demande ce que représentent les autres remboursements de frais dans les produits de gestion courante.

**Monsieur CASTANER** précise que ce sont essentiellement des remboursements par la CAF notamment pour les couches qui utilisent la crèche car, dernièrement, la commune a changé de système et les offre aux usagers.

**Monsieur LIEUTAUD** souligne un accroissement du remboursement du capital sur prêt car il y a eu des investissements et que cela va avoir une incidence directe sur l'autofinancement brut et sur les frais des intérêts en section de fonctionnement.

**Monsieur GINET** s'interroge sur les investissements réalisés en 2013 car le budget a augmenté 3 fois plus qu'une année courante et cela juste avant les élections municipales.

**Monsieur CASTANER** précise que les restes à réaliser sont des dépenses qui ont été inscrites dans leur totalité mais qui n'ont pas été réalisées. Elles ne peuvent pas être additionnées avec les dépenses prévues en 2014. Elles se retrouvent donc en RAR en 2014.

**Monsieur LIEUTAUD** remarque que les investissements étaient de l'ordre de 3,2 millions sur 2011 et les exercices 2012, c'est 5 millions en 2013. Si cela se perpétue sur 2014 et qu'il n'y ait pas de « reste à réaliser » en 2014, cela fera 2 millions de plus d'investissement par rapport à 2013 ce qui fait un total de 7 millions. Cela veut dire que la commune ferait en 2 ans l'équivalent de 3 budgets par rapport à l'investissement et qui pèseront sur l'endettement.

**Monsieur CASTANER** rajoute que l'on peut faire un budget sans investissement mais qu'il faudra s'en justifier auprès des forcalquiérens. Dans l'exécution, des arbitrages sont faits par les élus municipaux. Il n'y a pas eu d'augmentation des investissements à des fins électorales. En effet, l'investissement le plus lourd qui ait été inscrit est la réhabilitation en Cluster de l'immeuble Reynier. Il n'a pas du tout le sentiment que c'était un objet électoral, cet équipement ayant été largement critiqué et les coûts du projet fantasmés à 11 000€/m<sup>2</sup>.

**Monsieur GINET** considère qu'il a été dépensé davantage pour le Cluster que ce qui avait été annoncé. Ainsi, il estime ne pas avoir menti sur ce sujet pendant la campagne.

**Monsieur CASTANER** réfute les propos de **Monsieur GINET** et dit qu'il y a d'autres sujets sur lesquels ils ont menti. Sur le Cluster, il l'invite donc à reprendre les chiffres exacts de la totalité des engagements financiers que son colistier, **Monsieur BROCHENY**, a pu relever à l'euro près quand il est venu en mairie et qu'il a consulté les marchés attribués.

**Monsieur GINET** affirme, à nouveau, que les chiffres relevés par **Monsieur BROCHENY** et ceux communiqués au conseil municipal, ne correspondent pas car ils n'obtiennent pas le même résultat. Il précise qu'ils dévoileront l'intégralité des chiffres qu'ils ont relevés dans les semaines qui viennent.

**Monsieur CASTANER** déclare que, de toute façon, la question n'est pas sur les chiffres car ils sont connus et ont été votés pour les demandes de subventions et n'ont pas vocation à être dépassés. Il est plutôt question du choix de l'opportunité de réaliser l'opération de rénovation de l'immeuble Reynier. Les élus de l'opposition considèrent que non, la municipalité en place considère que oui. Ce genre de discussion et d'opposition sont légitimes. Mais le prix de 11 000€/m<sup>2</sup> que **Monsieur GINET** et ses colistiers colportent est mensonger puisqu'il s'élève à 2 820€/m<sup>2</sup> HT.

**Monsieur GINET** constate qu'au départ du projet, l'inauguration du cluster touristique devait être faite en mars ou avril 2014 et on se rend bien compte, que l'on est assez loin de cela. Il reconnaît que le chiffre de 11 000€ était erroné et s'établit, selon lui, à 9 842€/m<sup>2</sup> précisément.

**Monsieur CASTANER** invite donc **Monsieur GINET** à faire la démonstration du chiffre qu'il vient d'évoquer par écrit pour la communiquer au conseil municipal et note que **Monsieur GINET** revient sur le chiffre précédemment annoncé de 11 000€. Cependant, si le chiffre n'est pas celui indiqué, il demandera à **Monsieur GINET** de reconnaître publiquement son mensonge.

**Madame VILLANI** demande à ce que le terme « cluster » ne soit plus employé.

**Monsieur CASTANER** explique que, comme cette opération est financée par une subvention exceptionnelle de FEDER c'est-à-dire de fonds européens, cette terminologie a été choisie car cet office de tourisme sera certainement le seul de la région à avoir bénéficié de ces fonds européens. Mais, il n'en demeure pas moins qu'il reste un office de tourisme intercommunal et il lui faut un nom plus adapté.

*Monsieur LIEUTAUD se renseigne sur les travaux avec des avances forfaitaires cités dans les investissements et se demande si les avances sont faites préalablement aux travaux et si elles viennent se rajouter au coût global.*

*Monsieur CASTANER précise que ce sont des avances et que, par nature, elles sont dans la facture globale. Tout ce qui est payé, même en avance, entre dans le coût total de l'opération.*

*Monsieur PITON remarque que, sur le chapitre des dépenses, il y a 200 000€ prévus pour le pluvial, et aucune subvention de l'Agence de l'eau et suppose qu'aucune aide pour ces travaux n'a été demandée.*

*Monsieur CASTANER répond qu'aucune aide n'est inscrite si elle n'est pas notifiée, mais cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas demandée et dans ce cas précis, ne se souvient plus si elle a été demandée.*

*Monsieur CASTANER rappelle que le budget unique 2014 sera complété par les décisions modificatives en cours d'année.*

### **Le Conseil Municipal,**

VU le code général des collectivités territoriales,

Où l'exposé du rapporteur,

### **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE**, par 21 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), le budget unique 2014 relatif au budget principal.

**PRÉCISE** que ce document est équilibré en dépenses et en recettes.

**APPROUVE**, par 21 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), le budget unique 2014 relatif au budget annexe eau.

**APPROUVE**, par 21 voix POUR et 6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI), le budget unique 2014 relatif au budget annexe assainissement.

**PRÉCISE** que l'ensemble de ces documents sont équilibrés en dépenses et en recettes.

**AUTORISE**, Monsieur le maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches consécutives à cette décision.



## Indemnité de conseil allouée au trésor comptable

Monsieur JEAN, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« Madame Nathalie Pradel a été nommée comptable du trésor sur le poste de Forcalquier le 1<sup>er</sup> juillet 2010.*

*En application des dispositions de l'article 97 de la loi 82/213 du 2 mars 1982 et du décret 82/979 du 19 novembre 1982, un arrêté en date du 16 décembre 1983 a précisé les conditions d'attribution de l'indemnité citée en objet.*

*Ce décret prévoit notamment que l'indemnité est acquise au comptable pour toute la durée du mandat de l'assemblée délibérante concernée.*

*En conséquence, l'assemblée nouvellement élue doit se prononcer sur l'attribution de cette indemnité. Il est proposé au conseil municipal d'accorder à Mme Pradel cette indemnité de conseil. »*

**Le Conseil Municipal,**

Où cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE** le versement à Mme Pradel de l'indemnité de conseil due en contrepartie de l'assistance apportée à la commune par le comptable du trésor dans les domaines budgétaires, financiers, économiques et comptables.

**PRÉCISE** que cette contribution, accordée au taux maximum prévu par la réglementation, s'appliquera pour toute la durée du mandat.

**Adopté à l'unanimité.**



## *Commission des marchés hebdomadaire et journalier : Désignation de représentants*

Madame GRESPIER, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« En application du règlement du marché, le fonctionnement du marché est soumis à l'avis de la commission des marchés.*

*Cette commission est présidée par le maire ou son représentant et comprend :*

- *5 membres désignés au sein du conseil municipal ;*
- *3 délégués des commerçants non sédentaires ;*
- *1 représentant des producteurs ;*
- *1 représentant des artisans ;*
- *3 représentants des commerces sédentaires ;*
- *3 représentants syndicaux ;*
- *1 représentant des services techniques.*

*Le chef de la police municipale et le régisseur des droits de place participent aux travaux avec voix consultative.*

*Il est demandé au conseil de désigner ses représentants. »*

**Le Conseil Municipal,**

**Ouï** cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**DÉCIDE**, à l'unanimité, que les désignations objet de la présente délibération, auront lieu au scrutin public.

**DÉSIGNE**, par 27 voix, soit à l'unanimité des suffrages exprimés, en qualité de représentant du conseil municipal au sein de la commission des marchés hebdomadaires et journaliers :

- *Christiane GRESPIER ;*
- *Gérard AVRIL ;*
- *Rémi DUTHOIT ;*
- *Jacques HONORÉ ;*
- *Michèle RIBBE ;*
- *Lionel DELEUIL.*



## *Convention mairie / vétérinaire pour les soins aux animaux en état de divagation ou blessés*

Monsieur CASTANER, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le maire est responsable des animaux trouvés sur le domaine public en état de divagation ou accidentés. À ce titre, il lui appartient de faire transporter tout animal blessé, suivant son état, soit à la fourrière, soit chez un vétérinaire conventionné.*

*Les deux vétérinaires installés sur la commune ont donné leur accord pour intervenir dans le cadre de cette procédure. Il s'agit de Mme Couffon Emmanuelle et de Mme Gaudin Muriel dont les cabinets sont installés respectivement 2, chemin des cèdres et 11, avenue Saint-Promasse.*

*Il est proposé au conseil municipal d'autoriser la signature de la convention qui sera passée avec ces deux praticiens en vue de fixer les modalités selon lesquelles ce service sera rendu. »*

**Le Conseil Municipal,**

Ouï cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE** la convention à passer entre la commune et les deux cabinets vétérinaires implantés sur Forcalquier en vue de déterminer les conditions suivant lesquelles ces praticiennes, Mme Couffon Emmanuelle et Mme Gaudin Muriel pourront être sollicitées pour apporter des soins à des animaux trouvés en état de divagation ou accidentés. Elles pourront, également, intervenir pour l'élimination des cadavres d'animaux trouvés sur la voie publique.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer cette pièce contractuelle.

**Adopté à l'unanimité.**



## *Désignation d'un délégué du conseil municipal au conseil administratif du Centre d'Accueil Spécialisé (CAS)*

Monsieur CASTANER, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« Lors de la dernière séance, le conseil municipal a désigné le représentant de la commune au sein du Centre d'Accueil Spécialisé (CAS).*

*Je vous propose de remplacer Christian Dumotier par Jacques Honoré. »*

**Le Conseil Municipal,**

**Ouï** cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**DÉCIDE**, que la désignation, objet de la présente délibération, aura lieu au scrutin public.

**DÉSIGNE**, par 27 voix, soit à l'unanimité des suffrages exprimés, Monsieur Jacques HONORÉ, pour représenter le conseil municipal au sein du conseil d'administration du centre d'Accueil Spécialisé (CAS) aux lieu et place de Monsieur Christian DUMOTIER.

**Adopté à l'unanimité.**

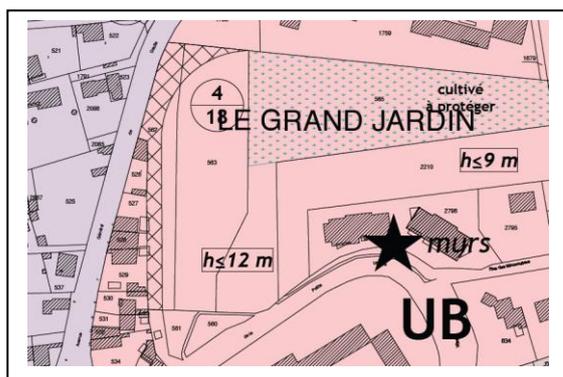


## Acquisition du tènement appartenant à M. Augier au Grand jardin (G 562-563 p) et demande de subvention PAS

Madame CARLE, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

« Messieurs Jean et Pierre Augier ont mis en demeure la commune, par courrier, en date du 22 février 2014, d'acquiescer les parties des parcelles cadastrées G 562 et 563, faisant l'objet d'un emplacement réservé au PLU, référencé n° 4/18, pour un montant de 85€/m<sup>2</sup>.

Cet emplacement concerne un projet de création d'un espace public et d'un cheminement doux sur le secteur du Grand jardin.



La superficie est estimée à 1 360 m<sup>2</sup>. Le montant de l'acquisition s'élève à 85€/m<sup>2</sup> soit environ 115 600€. Il sera définitivement arrêté par le plan de division en cours d'élaboration par le géomètre.

Il est proposé au conseil municipal d'accepter l'acquisition pour un montant de 85 €/m<sup>2</sup>, validée par le service des domaines.

Cette acquisition est éligible dans le cadre du programme d'aménagement solidaire (PAS) du conseil régional PACA.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

<b>FINANCEURS</b>	<b>MONTANT ESTIMATIF</b>	<b>%</b>
Conseil régional (PAS)	80 920 €	70 %
Autofinancement	34 680 €	30 %
<b>TOTAL</b>	<b>115 600€</b>	<b>100%</b>

A ce titre, il est proposé que le conseil municipal :

- sollicite une participation du conseil régional PACA à hauteur de 70% ;
- approuve les termes de l'acte d'engagement de respecter les conditions de subventionnement régional ;
- autorise le maire ou son représentant à signer l'acte d'engagement.»

**Le Conseil Municipal,**

Ouï cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE** l'acquisition des parties des parcelles cadastrées G 562 et G 563 faisant l'objet d'un emplacement réservé au PLU référencé n° 4/18, propriété de Messieurs Jean et Pierre AUGIER.

**DIT** que la transaction se fera au prix de 85€/m<sup>2</sup> soit la somme de 115 600€ pour une emprise estimée à 1 360 m<sup>2</sup> par anticipation sur l'établissement du plan de division définitif actuellement en cours d'élaboration par le géomètre.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer toutes les pièces ou documents afférents à cette procédure d'acquisition foncière.

**DIT** que les frais d'acte et annexes sont à la charge de la commune.

**SOLLICITE** la participation, au taux maximum de 70%, des différents partenaires institutionnels et, notamment, du conseil régional PACA, au titre du programme d'aménagement solidaire (PAS).

**APPROUVE** les termes de l'acte d'engagement de respecter les conditions de subventionnement régional telles que fixées pour cette opération immobilière et annexé à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer l'acte d'engagement précité.

**MANDATE** Monsieur le maire ou son représentant pour solliciter une dérogation afin de pouvoir signer l'acte d'acquisition, par anticipation, sur les arrêtés attributifs de subventions attendues.

**DONNE** tout pouvoir à Monsieur le maire ou à son représentant pour accomplir les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Adopté par 21 voix POUR et  
6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL,  
Isabelle FOURAULT-MAS, Sébastien GINET,  
Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI)**

*Monsieur CASTANER précise que cette acquisition, en accord avec le propriétaire, permettra de régler le problème du pluvial et évitera d'ouvrir la route départementale pour faire passer le réseau sur cette partie.*

*Madame VILLANI dit que, dès lors que le PLU fait l'objet d'un recours administratif, les élus de l'opposition ne peuvent pas voter pour l'acquisition.*

*Monsieur CASTANER rappelle que le PLU précédent a fait l'objet d'une dizaine de recours. Tous les PLU sont toujours dans cette fragilité, certains considérant qu'il y a soit trop de constructions, soit pas assez. Dans ce cas, un emplacement réservé a été défini, et en accord avec le propriétaire, il en est proposé l'acquisition.*

**Monsieur LIEUTAUD** demande quel est le projet global car le cheminement ne débouche sur rien et que c'est une propriété privée.

**Monsieur CASTANER** indique que c'est une propriété communale mais le propriétaire de la maison mitoyenne avait posé un portail qui sera retiré car la maison est en vente. À terme, il est projeté d'implanter la gare routière sur la partie haute et de permettre un accès direct par la route départementale.

**Monsieur LIEUTAUD** demande si le projet de cette gare routière fera l'objet à une concertation publique.

**Monsieur CASTANER** confirme qu'une concertation publique sera faite et précise que cela a déjà été fait au début du projet durant laquelle des remarques pertinentes de la part de citoyens non élus à l'époque avaient entraîné un déplacement du projet.

**Monsieur LIEUTAUD** fait remarquer que ce projet de gare routière sur le parking actuel réduira considérablement les places de stationnement pour les particuliers.

**Monsieur CASTANER** affirme que cette suggestion a bien été prise en compte et fait partie du projet d'aménagement global afin de valoriser le parking Lour dans sa globalité. C'est un engagement de la commune de renforcer le transport doux et le transport collectif.

**Monsieur GINET** se demande si le rond-point réalisé boulevard de la République est adapté si la gare routière se fait à cet emplacement notamment pour les entrées et sorties de véhicules.

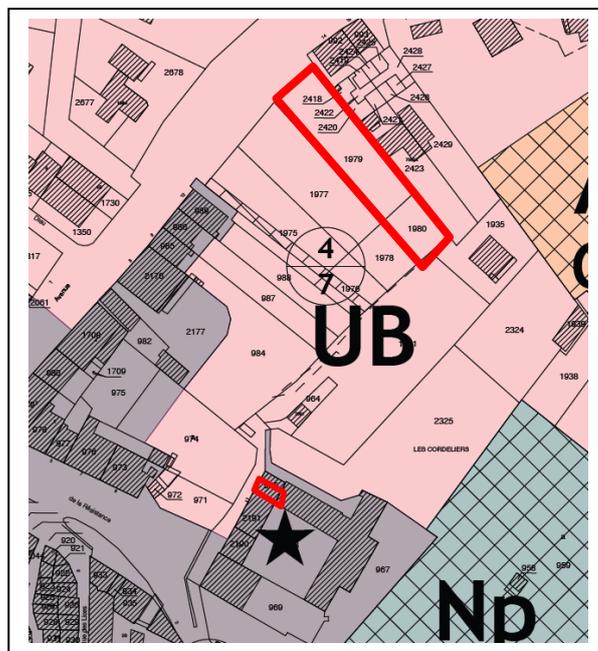
**Monsieur CASTANER** fait toute confiance aux ingénieurs du conseil général qui ont travaillé sur ce programme et est convaincu qu'ils ont intégré cette question.



## Acquisition de biens appartenant à M. Rancher (G 965-1979-1980) aux Cordeliers et demande de subvention

Madame CARLE, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

« Monsieur Rancher a proposé à la commune, par courrier, en date du 16 octobre 2013, la cession de l'immeuble cadastré G 965, mitoyen au couvent des Cordeliers ainsi que le tènement cadastré G 1979 et 1980, lieudit les Cordeliers.



La maison d'habitation, d'une surface habitable d'environ 89 m<sup>2</sup>, permettrait à la commune de procéder à une extension des bâtiments publics.

Monsieur Rancher accepte de la céder à la commune pour un montant de 117 700 €.

Le tènement, d'une superficie de 1 148 m<sup>2</sup>, permettrait à la commune de réaliser un aménagement paysager, une liaison douce.

Monsieur Rancher accepte de la céder à la commune pour un montant de 126 500 €.

Il est proposé au conseil municipal d'accepter l'acquisition de ces biens pour un montant global de 244 200 €, validé par le service des domaines.

Cette acquisition est éligible dans le cadre du programme d'aménagement solidaire (PAS) du conseil régional PACA.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

<b>FINANCEURS</b>	<b>MONTANT ESTIMATIF</b>	<b>%</b>
Conseil régional (PAS)	170 940 €	70 %
Autofinancement	73 260 €	30 %
<b>TOTAL</b>	<b>244 200€</b>	<b>100 %</b>

*A ce titre, il est proposé que le conseil municipal :*

- *sollicite une participation du conseil régional PACA à hauteur de 70% ;*
- *approuve les termes de l'acte d'engagement de respecter les conditions de subventionnement régional ;*
- *autorise le maire ou son représentant à signer l'acte d'engagement. »*

**Le Conseil Municipal,**

Ouï cet exposé,

## **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE** l'acquisition de l'immeuble cadastré G 965 et du tènement cadastré G 1979 et 1980 situés au lieu-dit les Cordeliers, propriété de Monsieur RANCHER.

**DIT** que la transaction se fera au prix global de 244 200€ conforme à l'estimation des services des domaines.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer toutes les pièces ou documents afférents à cette procédure d'acquisition foncière.

**DIT** que les frais d'acte et annexes sont à la charge de la commune.

**SOLLICITE** la participation, à hauteur de 70% du montant de la dépense prévue des différents partenaires institutionnels et notamment du conseil régional PACA, au titre du programme d'aménagement solidaire (PAS).

**APPROUVE** les termes de l'acte d'engagement de respecter les conditions de subventionnement régional telles que fixées pour cette opération immobilière et annexé à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer l'acte d'engagement précité.

**MANDATE** Monsieur le maire ou son représentant pour solliciter une dérogation afin de pouvoir signer l'acte d'acquisition, par anticipation, sur les arrêtés attributifs de subventions attendues.

**DONNE** tout pouvoir à Monsieur le maire ou à son représentant pour accomplir les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Adopté par 21 voix POUR et  
6 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS,  
Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD, Élodie OLIVER Jacqueline VILLANI)**

**Monsieur CASTANER** informe que le plan posé sur table rectifie celui qui a été communiqué car ce dernier comportait une erreur. Il s'agit du dernier immeuble situé dans le corps même du couvent des Cordeliers et que la commune a l'opportunité d'acquérir. Cette acquisition permettra la globalité de la maîtrise publique de ce site avec un financement exceptionnel de la région de 70 %.

**Monsieur LIEUTAUD** souhaite une explication au sujet du prix du mètre carré car actuellement, il est à 110€ alors que précédemment, il était à 85€.

**Monsieur CASTANER** répond que c'est l'évaluation du service des Domaines qui aujourd'hui nous a donné cette base sur laquelle nous travaillons et la valorisation de Forcalquier, ces dernières années, qui fait que le prix du mètre carré a augmenté.

**Monsieur CASTANER** rappelle que pour toute acquisition d'un bien, la commune saisit le service des Domaines qui fixe le prix.

**Monsieur LIEUTAUD** s'interroge sur le gros écart de prix entre le quartier Saint-Promasse et le terrain Augier.

**Monsieur CASTANER** explique que, pour le premier, l'essentiel de la parcelle est constructible par rapport au terrain Augier qui est non-constructible (en partie) compte tenu de la marge de recul.

**Monsieur LIEUTAUD** rajoute que, à force de faire des acquisitions, Forcalquier doit être une des communes de France qui doit avoir le plus de mètres carré par tête d'habitant en matière de propriété publique.

**Monsieur GINET** précise qu'à terme des ventes de cession de biens publics pourraient être envisagées.

**Monsieur CASTANER** lui demande s'il souhaite vendre le couvent des Cordeliers. Ce dernier lui indique que non.



## **Acquisition d'une partie de la parcelle B 428 propriété des consorts Payan, lieudit Chambarels et demande de subvention PAS**

Madame CARLE, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

« COMPLÉMENT A LA DÉLIBÉRATION n° 2013-077

*Le conseil municipal a délibéré en date du 5 juillet 2013 afin d'autoriser l'acquisition d'une partie de la parcelle B 428, pour environ 779 m<sup>2</sup> contre 750 m<sup>2</sup> initialement estimé, pour un montant de 16 000€.*

*Cette parcelle, inscrite en emplacement réservé n° 3/2 b au PLU, permettrait d'aménager l'accès à la parcelle communale mitoyenne, sur laquelle est envisagée un programme de logements aidés.*

*Il est proposé de compléter la délibération sur les conditions de demande de subvention.*

*Cette acquisition est, en effet, éligible dans le cadre du programme d'aménagement solidaire (PAS) du conseil régional PACA.*

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

<b>FINANCEURS</b>	<b>MONTANT ESTIMATIF</b>	<b>%</b>
Conseil régional (PAS)	11 200 €	70 %
Autofinancement	4 800 €	30 %
<b>TOTAL</b>	<b>16 000€</b>	<b>100%</b>

A ce titre, il est proposé que le conseil municipal :

- sollicite une participation du conseil régional PACA à hauteur de 70% ;
- approuve les termes de l'acte d'engagement de respecter les conditions de subventionnement régional ;
- autorise le maire ou son représentant à signer l'acte d'engagement. »

**Le Conseil Municipal,**

Ouï cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**CONFIRME** le projet d'acquisition d'une partie de la parcelle B 428 située au lieudit Chambarels, propriété des consorts PAYAN.

**RAPPELLE** que cette transaction se fera au prix de 16 000€ pour une emprise de 779 m<sup>2</sup>.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer toutes les pièces ou documents afférents à cette procédure d'acquisition foncière.

**DIT** que les frais d'acte et annexes sont à la charge de la commune.

**SOLLICITE** la participation, au taux maximum, des différents partenaires institutionnels et, notamment, du conseil régional PACA, au titre du programme d'aménagement solidaire (PAS).

**APPROUVE** les termes de l'acte d'engagement de respecter les conditions de subventionnement régional telles que fixées pour cette opération immobilière et annexé à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer l'acte d'engagement précité.

**MANDATE** Monsieur le maire ou son représentant pour solliciter une dérogation afin de pouvoir signer l'acte d'acquisition, par anticipation, sur les arrêtés attributifs de subventions attendues.

**DONNE** tout pouvoir à Monsieur le maire ou à son représentant pour accomplir les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté par 21 voix POUR, 1 voix ABSTENTION (Élodie OLIVER)  
et 5 voix CONTRE (Lionel DELEUIL, Sébastien GINET,  
Isabelle FOURAULT-MAS, Éric LIEUTAUD, Jacqueline VILLANI)



*Monsieur LIEUTAUD intervient sur la signature de la charte Anticor contre le cumul des mandats et affirme que Monsieur CASTANER serait parmi les 5 députés radiés en décembre dernier.*

*Monsieur CASTANER dit que, conformément à son engagement comme parlementaire, il a voté une loi qui fera en sorte que personne, ici, ne pourra être député et maire de Forcalquier. Il note que le parti qui a soutenu les élus de l'opposition pendant la campagne électorale, l'UMP, a voté contre ce non-cumul et a déféré ce texte au conseil constitutionnel et a annoncé que s'il revenait au pouvoir il reviendrait sur ce sujet. Monsieur CASTANER invite Monsieur LIEUTAUD à rester dans l'ordre du jour du conseil municipal.*

## *Association du réseau national des collectivités pour l'habitat participatif (ANCHP) : Adhésion*

Madame CARLE, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« Par délibération n° 2012-126 en date du 3 décembre 2012, le conseil municipal a décidé d'adhérer au réseau national de l'habitat participatif et de signer la charte du réseau des collectivités.*

*Ce réseau s'est structuré juridiquement en association à but non lucratif, le 24 janvier 2014.*

*Le montant de la cotisation annuelle est de 500 €.*

*Il est proposé au conseil municipal d'adhérer à ladite association, de désigner Madame Christiane Carle pour être référente et de verser la cotisation annuelle demandée.»*

**Le Conseil Municipal,**

**Ouï** cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE** l'adhésion de la commune au réseau national des collectivités pour l'habitat participatif (ANCHP) structuré en association à but non lucratif dont les statuts sont annexés à la présente délibération.

**AUTORISE** le versement de la cotisation annuelle en résultant, fixée à 500€.

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget unique 2014.

Adopté par 21 voix POUR,  
2 voix ABSTENTION (Lionel DELEUIL, Isabelle FOURAULT-MAS) et  
4 voix CONTRE (Sébastien GINET, Éric LIEUTAUD,  
Élodie OLIVER, Jacqueline VILLANI)



## *Instauration de la procédure de déclaration préalable aux travaux de ravalement de façade*

Madame CARLE, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

« En application du décret n° 2014-253 en date du 27 février 2014, codifié dans le code de l'urbanisme dans les articles R 421-17 et R 421-17-1, les travaux de ravalement de façade situés en dehors :

- d'un secteur sauvegardé ;
- d'un champ de visibilité d'un monument historique ;
- d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
- d'un site inscrit ou dans un site classé ou en instance de classement en application des articles L. 341-1, L. 341-2 et L. 341-7 du code de l'environnement ;
- de réserves naturelles ou à l'intérieur du cœur des parcs nationaux délimités en application de l'article L. 331-2 du même code ;
- sur un immeuble protégé en application du 7° de l'article L. 123-1-5 du présent code ;

ne sont plus assujettis, préalablement, à une demande d'urbanisme.

Afin de préserver le patrimoine bâti et la qualité du paysage urbain, il est proposé au conseil municipal de soumettre les travaux de ravalement de façade à déclaration préalable sur l'ensemble de son territoire en application de l'article R 421-17-1 du code de l'urbanisme.»

**Le Conseil Municipal,**

Ouï cet exposé,

**DÉLIBÈRE**

**DÉCIDE**, que les travaux de ravalement de façade seront soumis à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire de la commune en application de l'article R 421-17-1 du code de l'urbanisme.

**Adopté à l'unanimité.**



## *Déplacement d'ouvrage en basse tension place Bourguet : Convention de servitude*

Monsieur CASTANER, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« La commune est propriétaire des parcelles cadastrées G 342 et 2027 lieu-dit Latourette.*

*Dans le cadre de son programme d'amélioration du réseau, ERDF a projeté d'intervenir sur cette zone de terrain avec la réalisation des travaux suivants :*

- *dépose d'un câble basse tension aérien sur façade sur 17 mètres ;*
- *dépose d'un câble de branchement sur façade sur 7 mètres ;*
- *dépose d'un coffret REMBT en saillie sur façade avec circuit de mise à la terre ;*
- *pose d'un câble basse tension souterrain sur 2 mètres ;*
- *pose d'un câble de branchement souterrain sur 10 mètres ;*
- *pose d'un câble de branchement sur façade de 2 mètres.*

*Il en résulte la création de droits de servitude au projet de ERDF.*

*Il est proposé au conseil municipal d'autoriser la signature de la convention de servitude consentie pour ces ouvrages à titre gratuit.*

**Le Conseil Municipal,**

**Ouï** cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**APPROUVE**, la convention à passer avec ERDF en vu de formaliser les droits de servitude résultant des travaux d'amélioration du réseau qui seront entrepris sur les parcelles communales cadastrées G 342 et G 2027 lieu-dit Latourette.

**PRÉCISE** que cette servitude est consentie à titre gratuit.

**AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer cette pièce contractuelle et ses annexes ainsi qu'à effectuer les formalités requises pour la mise en œuvre de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité.**



## *Servitude consorts Michel : Rectificatif*

Monsieur CASTANER, rapporteur, donne lecture de l'exposé suivant :

*« Par délibération n° 2013-109 en date du 25 octobre 2013, le conseil municipal a autorisé la signature d'une convention de servitude de passage de canalisations sur la propriété des consorts Michel.*

*Bien que cette information ne figure pas dans le projet d'acte notarié, il convient de préciser, malgré tout, que la surface sur laquelle porte cette servitude, pour ce qui concerne le nouveau réseau d'eau usée, est de 688 m<sup>2</sup> et non 6689 m<sup>2</sup> comme indiqué précédemment par erreur.*

*Par ailleurs, pour faire suite à la requête de Mme Michel, il est proposé, également, de préciser que la clôture qui sera financée à hauteur de 50 % par la commune et pour un montant maximum de 5 000 € HT sera placée en limite de propriété et non en pied de talus ainsi que cela avait été prévu initialement.*

*Enfin, cette servitude donnera un droit d'accès aux lieux pour le gestionnaire du réseau ou ses sous-traitants dans le cadre de son programme d'entretien ou pour des travaux de réparation.*

*Les propriétaires ont demandé à être informés à l'avance de toutes interventions, sauf les cas d'urgence.*

*Cette disposition peut être inscrite dans la convention de servitude. »*

**Le Conseil Municipal,**

**Oui** cet exposé,

### **DÉLIBÈRE**

**PRÉCISE** que la surface sur laquelle porte la servitude est de 688 m<sup>2</sup> ainsi que cela figure sur le plan de géomètre.

**PRÉCISE**, par ailleurs, que la clôture qui doit être installée par les consorts Michel, sera placée en limite de propriété et non en pied de talus.

**ACCEPTE** le principe selon lequel, hors les cas d'urgence, les propriétaires devront être informés à l'avance de tout projet d'intervention sur le réseau, que se soit par le gestionnaire de celui-ci, ses sous traitants ou les services techniques municipaux.

**DONNE** tout pouvoir à Monsieur le maire ou à son représentant pour accomplir les formalités requises à la mise en œuvre de la présente délibération et à signer toute pièce ou document s'y rapportant.

**Adopté à l'unanimité.**



## Question diverses

**Monsieur CASTANER** remercie les services pour leur présence et pour le travail réalisé qui est important.

**Madame VILLANI** demande pourquoi les enveloppes sont postées de Digne.

**Monsieur CASTANER** confirme qu'elles sont bien postées de Forcalquier.

**Madame OLIVER** dit que c'est la machine à affranchir qui estampille soit Digne, soit Manosque.

**Monsieur LIEUTAUD** sollicite un local sans frais pour les élus de l'opposition comme il est stipulé dans le règlement intérieur du conseil municipal.

**Monsieur CASTANER** confirme la mise à disposition de salle ou de bureaux en tant que de besoin sans difficulté et propose d'utilisation de la salle du conseil pour d'éventuelles réunions des élus de l'opposition.

**Madame FOURAULT-MAS** s'excuse pour son retard en début de conseil municipal et évoque la possibilité d'une étude pour la création d'une maison d'accueil de jour pour les personnes atteintes d'alzheimer l'année prochaine. Elle a un contact avec une association nationale qui aide à la création de ce type de structure.

**Monsieur CASTANER** précise que c'est un des projets de l'équipe municipale et qu'il serait intéressant que **Madame FOURAULT-MAS** puisse s'associer aux réflexions compte tenu de son expérience.

**Monsieur DUMOTIER** dit que les crédits de l'ARS pour le département semblent épuisés en la matière.

**Monsieur DUMOTIER** propose d'y réfléchir à plus long terme et de trouver des solutions pour un accueil itinérant à plus court terme. Les structures présentes sur Manosque ou Oraison pourraient venir dans des locaux publics afin d'accueillir ces patients. Un comité de pilotage sera réuni avec tous les intervenants du secteur concerné.

**Monsieur DUMOTIER** soulève la possibilité de création d'un pôle santé ou d'une maison médicale étudiée avec les médecins selon le degré des possibilités d'investissement.

**Monsieur LIEUTAUD** a eu une demande de la part d'une concitoyenne, Madame Bernard, domiciliée au hameau des Tourrettes, au sujet d'un problème d'emprise sur le domaine public. Le sujet a déjà été évoqué en 2008 et aujourd'hui n'est toujours pas solutionné. Il y avait eu une enquête publique concernant le déclassement du domaine public en faveur de cette personne et un avis contraire du commissaire enquêteur avait été émis. Il souhaitait que la commission d'urbanisme ou un autre puisse réétudier ce dossier.

**Monsieur CASTANER** répond qu'il y a eu une convention d'occupation du domaine public avec cette propriétaire privée mais qui ne la satisfait pas. Nous verrons si nous relançons une enquête publique pour formaliser cela ou pas mais cela n'est pas tranché.

**Monsieur LIEUTAUD** revient sur les conditions de l'enquête publique.

**Monsieur CASTANER** explique qu'une seule personne s'était présentée à l'enquête publique et, suite à cela, une vingtaine de pétitionnaires étaient revenues sur les conclusions de l'enquête publique. Elle s'était faite sans que la propriétaire riveraine de cette partie du domaine public ne soit présente et réagisse. Ce n'est qu'après le terme de l'enquête publique, que de nombreux riverains ont signé un accord pour l'occupation. Si une nouvelle enquête publique est faite, nous trancherons en fonction de la dernière phase de sensibilisation.



Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 heures 09.

Le maire,



Christophe CASTANER



Le secrétaire,



Alexandre JEAN

# Annexes

# ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 2014-026 DU 16.04.2014

(Compte de gestion 2013 : Budget principal et budgets annexes)

**ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION  
N° 2014-027 DU 16.04.2014**

(Compte administratif 2013 et affectation du résultat)

**ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION  
N° 2014-028 DU 16.04.2014**

(Vote des taux des taxes locales directes 2014)

**ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION  
N° 2014-029 DU 16.04.2014**

(Dotations aux amortissements)

**TRÉSOR PUBLIC**

**IDENTIFIANT BUDGET 20000**

**TRES. FORCALQUIER**

**N° de SIRET 21040088300018**

**N° CODIQUE 004010**

**Date d'édition : 06/02/2014**

**COMMUNE DE FORCALQUIER –  
BUDGET PRINCIPAL  
COMPTE DE GESTION  
EXERCICE 2013**

**PRÉSENTÉ À**

**M le directeur départemental des finances publiques**

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**

**MME Nathalie PRADEL**

**Mme Agnès LIENARD**

**MME Nathalie PRADEL**

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**

**DU 01/05/2013 AU 06/02/2014**

**DU 04/01/2013 AU 30/04/2013**

**DU 01/01/2013 AU 03/01/2013**

## 20000 - COMMUNE DE FORCALQUIER -

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON  
PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT: 2012	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2013	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RÉSULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2013
I - Budget principal					
Investissement	108 137,03	0,00	-1 123 004,78	0,00	-1 014 867,75 X
Fonctionnement	1 055 956,29	655 956,29	965 828,55	0,00	1 365 828,55 X
TOTAL I	1 164 093,32	655 956,29	-157 176,23	0,00	350 960,80 OK
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
EAU DE FORCALQUIER -					
Investissement	-74 565,58	0,00	-37 217,34	0,00	-111 782,92
Fonctionnement	72 228,17	62 228,17	123 553,15	0,00	133 553,15
Sous-Total	-2 337,41	62 228,17	86 335,81	0,00	21 770,23
ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER					

anomalie applicative sur l'état d'anomalies des contrôles d'édition

**TRÉSOR PUBLIC**

**IDENTIFIANT BUDGET 20600**

**TRES. FORCALQUIER**

**N° de SIRET 21040088300133**

**N° CODIQUE 004010**

**Date d'édition : 06/02/2014**

**ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER**

**COMPTE DE GESTION  
EXERCICE 2013**

**PRÉSENTÉ À**

**M le directeur départemental des finances publiques**

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**

**MME Nathalie PRADEL**

**Mme Agnès LIENARD**

**MME Nathalie PRADEL**

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**

**DU 01/05/2013 AU 06/02/2014**

**DU 04/01/2013 AU 30/04/2013**

**DU 01/01/2013 AU 03/01/2013**

## 20600 - ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER -

## RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT: 2012	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT: EXERCICE 2013	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2013
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
ASSAINISSEMENT DE FORCALQUIER					
Investissement	-192 013,19	0,00	-77 083,70	0,00	-269 096,89 X
Fonctionnement	861 128,63	192 013,19	48 752,40	0,00	717 867,84 X
Sous-Total	669 115,44	192 013,19	-28 331,30	0,00	448 770,95 OK
TOTAL III	669 115,44	192 013,19	-28 331,30	0,00	448 770,95
TOTAL I + II + III	669 115,44	192 013,19	-28 331,30	0,00	448 770,95

**TRÉSOR PUBLIC**

**TRES. FORCALQUIER**

**N° CODIQUE 004010**

**Date d'édition : 06/02/2014**

**IDENTIFIANT BUDGET 27000**

**N° de SIRET 21040088300125**

**EAU DE FORCALQUIER -**

**COMPTE DE GESTION  
EXERCICE 2013**

**PRÉSENTÉ À**

**M le directeur départemental des finances publiques**

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**

**MME Nathalie PRADEL**

**Mme Agnès LIENARD**

**MME Nathalie PRADEL**

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**

**DU 01/05/2013 AU 06/02/2014**

**DU 04/01/2013 AU 30/04/2013**

**DU 01/01/2013 AU 03/01/2013**

## 27000 -EAU DE FORCALQUIER -

### RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2012	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2013	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2013
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
EAU DE FORCALQUIER -					
Investissement	-74 565,58	0,00	-37 217,34	0,00	-111 782,92
Fonctionnement	72 228,17	62 228,17	123 553,15	0,00	133 553,15
Sous-Total	-2 337,41	62 228,17	86 335,81	0,00	21 770,23
TOTAL III	-2 337,41	62 228,17	86 335,81	0,00	21 770,23
TOTAL I + II + III	-2 337,41	62 228,17	86 335,81	0,00	21 770,23

## COMMUNE DE FORCALQUIER

## Compte Administratif année 2013

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
<b>O11</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>1 628 665.84 €</b>	<b>1 593 466.25 €</b>	<b>1 939 925.00 €</b>	<b>1 833 282.64 €</b>	<b>106 642.36 €</b>	<b>-5.50%</b>	<b>239 816.39 €</b>
6042	PRESTATIONS SERVICES	309 629.74 €	315 102.07 €	343 770.00 €	344 348.19 €	578.19 €	0.17%	29 246.12 €
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	61 420.55 €	62 161.58 €	56 550.00 €	60 481.84 €	3 931.84 €	6.95%	1 679.74 €
60612	ELECTRICITE ENERGIE	210 277.49 €	200 985.59 €	212 550.00 €	211 957.22 €	592.78 €	-0.28%	10 971.63 €
60621	COMBUSTIBLE	97 061.89 €	100 794.59 €	113 400.00 €	112 551.96 €	848.04 €	-0.75%	11 757.37 €
60622	CARBURANTS	29 712.36 €	34 014.72 €	37 000.00 €	31 745.99 €	5 254.01 €	-14.20%	2 268.73 €
60623	ALIMENTATION	33 025.80 €	34 138.59 €	35 440.00 €	32 410.17 €	3 029.83 €	-8.55%	1 728.42 €
60628	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1 300.34 €	720.83 €	900.00 €	505.00 €	395.00 €	-43.89%	215.83 €
60631	FOURNITURES PRODUITS D'ENTRETIEN	22 652.25 €	19 726.30 €	20 000.00 €	23 473.96 €	3 473.96 €	17.37%	3 747.66 €
60632	FOURNITURE PETIT EQUIPEMENT	14 469.23 €	7 821.73 €	10 450.00 €	14 722.31 €	4 272.31 €	40.88%	6 900.58 €
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	30 812.80 €	24 134.18 €	30 000.00 €	26 382.35 €	3 617.65 €	-12.06%	2 248.17 €
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	9 615.33 €	9 138.89 €	10 300.00 €	10 364.68 €	64.68 €	0.63%	1 225.79 €
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	27 130.66 €	17 249.64 €	18 200.00 €	15 474.07 €	2 725.93 €	-14.98%	1 775.57 €
6065	LIVRES DISQUES CASSETTE - CAISSE ECOLES	1 471.01 €	- €	1 650.00 €	1 374.16 €	275.84 €	-16.72%	1 374.16 €
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	14 580.24 €	18 095.17 €	15 900.00 €	19 392.01 €	3 492.01 €	21.96%	1 296.84 €
6068	ACHAT FOURNITURES DIVERSES	100 338.02 €	101 423.66 €	94 910.00 €	104 416.65 €	9 506.65 €	10.02%	2 992.99 €
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	11 900.00 €	20 400.00 €	22 650.00 €	20 400.00 €	2 250.00 €	-9.93%	- €
6135	LOCATIONS MOBILIERES	124 986.95 €	105 364.96 €	138 120.00 €	124 141.37 €	13 978.63 €	-10.12%	18 776.41 €
614	CHARGES LOCATIVES COPROPRIETE	220.46 €	56.41 €	110.00 €	107.74 €	2.26 €	-2.05%	51.33 €
61521	ENTRETIEN TERRAINS	8 252.40 €	9 652.40 €	10 900.00 €	14 902.40 €	4 002.40 €	36.72%	5 250.00 €
61522	ENTRETIEN REPARATION/BATIMENTS	38 589.81 €	46 980.15 €	47 000.00 €	49 628.84 €	2 628.84 €	5.59%	2 648.69 €
61523	ENTRETIEN DE VOIES ET RESEAUX	61 136.69 €	46 113.75 €	253 300.00 €	208 631.53 €	44 668.47 €	-17.63%	162 517.78 €
61551	ENTRETIEN VEHICULES	42 291.32 €	18 131.00 €	14 200.00 €	17 217.66 €	3 017.66 €	21.25%	913.34 €
61558	ENTRETIEN & REPARATION MATERIEL	12 519.53 €	9 470.43 €	10 000.00 €	11 213.08 €	1 213.08 €	12.13%	1 742.65 €
6156	MAINTENANCE	55 690.40 €	62 217.81 €	66 570.00 €	55 800.88 €	10 769.12 €	-16.18%	6 416.93 €
616	PRIME D'ASSURANCE (autres que personnel)	45 216.02 €	40 849.88 €	29 800.00 €	27 892.14 €	1 907.86 €	-6.40%	12 957.74 €
6182	DOCUMENTATIONS GENERALES	5 101.05 €	7 516.37 €	6 440.00 €	5 991.50 €	448.50 €	-6.96%	1 524.87 €
6184	VERST/ORGANISMES DE FORMATION	13 061.62 €	13 000.50 €	21 700.00 €	13 611.88 €	8 088.12 €	-37.27%	611.38 €
6225	INDEMNITE AU COMPTABLE	1 050.06 €	1 112.59 €	1 200.00 €	1 366.20 €	166.20 €	13.85%	253.61 €
6226	HONORAIRES	1 858.07 €	3 410.00 €	3 000.00 €	2 299.00 €	701.00 €	-23.37%	1 111.00 €
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	19 596.03 €	27 983.54 €	40 000.00 €	28 612.88 €	11 387.12 €	-28.47%	629.34 €
6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES	15 462.01 €	19 074.92 €	19 500.00 €	15 449.01 €	4 050.99 €	-20.77%	3 625.91 €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	13 519.05 €	6 351.18 €	8 300.00 €	7 863.70 €	436.30 €	-5.26%	1 512.52 €
6232	FETES ET CEREMONIES	42 188.76 €	51 499.09 €	52 580.00 €	51 754.52 €	825.48 €	-1.57%	255.43 €
6236	CATALOGUES ET IMPRESSIONS DIVERSES	18 771.00 €	16 768.35 €	32 660.00 €	18 190.51 €	14 469.49 €	-44.30%	1 422.16 €
6237	PUBLICATIONS (bulletin municipal)	13 684.16 €	19 683.69 €	25 000.00 €	17 676.10 €	7 323.90 €	-29.30%	2 007.59 €
6247	LOCATION CAR CRECHE + ECOLES	945.00 €	1 265.00 €	2 200.00 €	1 520.00 €	680.00 €	-30.91%	255.00 €
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	1 781.52 €	3 664.95 €	3 000.00 €	3 649.60 €	649.60 €	21.65%	15.35 €
6261	FRAIS AFFRANCHISEMENT	26 311.18 €	21 004.45 €	22 100.00 €	22 402.84 €	302.84 €	1.37%	1 398.39 €
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	32 373.15 €	26 166.11 €	27 000.00 €	26 051.33 €	948.67 €	-3.51%	114.78 €
6281	COTISATIONS DIVERSES	1 951.89 €	3 706.10 €	4 225.00 €	3 876.27 €	348.73 €	-8.25%	170.17 €
62873	REMBOURSEMENT AU CCAS			4 520.00 €	4 519.68 €	0.32 €	-0.01%	4 519.68 €
62878	AUTRES REMBOURSEMENTS			6 000.00 €	81.00 €	5 919.00 €	-98.65%	81.00 €
6288	AIDES AUX TRANSPORTS SCOLAIRES	2 100.00 €	1 785.00 €	2 000.00 €	1 995.00 €	5.00 €	-0.25%	210.00 €
63512	TAXE FONCIERE	53 752.00 €	62 859.00 €	63 000.00 €	65 301.42 €	2 301.42 €	3.65%	2 442.42 €
63513	TAXE HABITATION		1 521.08 €	1 550.00 €	1 010.00 €	540.00 €	-34.84%	511.08 €
6354	DROITS D'ENREGISTREMENT		35.00 €			- €	#DIV/0!	35.00 €
6355	TAXES ET IMPOTS SUR VEHICULES	858.00 €	276.00 €	280.00 €	276.00 €	4.00 €	-1.43%	- €
6358	AUTRES DROITS				248.00 €	248.00 €	#DIV/0!	248.00 €
637	AUTRES IMPOTS ET TAXES	- €	39.00 €		- €	- €	#DIV/0!	39.00 €
<b>O12</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>2 780 355.89 €</b>	<b>2 851 349.60 €</b>	<b>2 940 700.00 €</b>	<b>2 881 414.84 €</b>	<b>59 285.16 €</b>	<b>-2.02%</b>	<b>30 065.24 €</b>
63/64	FRAIS DE PERSONNEL	2 675 967.57 €	2 744 727.13 €	2 860 000.00 €	2 804 881.31 €	55 118.69 €	-1.93%	60 154.18 €
6474	VERSEMENT ŒUVRES SOCIALES PERSONNEL	15 094.38 €	16 513.80 €	16 000.00 €	12 828.00 €	3 172.00 €	-19.83%	3 685.80 €
6455	ASSURANCE MALADIE /DECES - PERSONNEL	84 243.77 €	85 175.11 €	59 200.00 €	59 192.64 €	7.36 €	-0.01%	25 982.47 €
6475	MEDECINE DU TRAVAIL	5 050.17 €	4 933.56 €	5 500.00 €	4 512.89 €	987.11 €	-17.95%	420.67 €
<b>O14</b>	<b>ATTENUATION DE PRODUITS</b>	<b>- €</b>	<b>13 556.00 €</b>	<b>20 500.00 €</b>	<b>20 220.00 €</b>	<b>280.00 €</b>	<b>-1.37%</b>	<b>6 664.00 €</b>
73925	FONDS PEREQUATION RECETTES FISCALES	- €	13 556.00 €	20 500.00 €	20 220.00 €	280.00 €	-1.37%	6 664.00 €
<b>O22</b>	<b>DEPENSES IMPREVUES</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>17 980.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>17 980.00 €</b>	<b>-100.00%</b>	<b>- €</b>
O22	DEPENSES IMPREVUES	- €	- €	17 980.00 €	- €	17 980.00 €	-100.00%	- €
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES GESTION COURANT</b>	<b>738 369.45 €</b>	<b>707 667.83 €</b>	<b>747 210.00 €</b>	<b>719 183.45 €</b>	<b>28 026.55 €</b>	<b>-3.75%</b>	<b>11 515.62 €</b>
65	INDEMNITES DES ELUS	105 628.02 €	93 977.48 €	85 000.00 €	86 677.28 €	1 677.28 €	1.97%	7 300.20 €
654	ADMISSION EN NON VALEUR	2 226.70 €	- €	7 000.00 €	6 071.40 €	928.60 €	-13.27%	6 071.40 €
6553	CONTINGENT INCENDIE	124 983.48 €	127 942.41 €	134 900.00 €	134 828.00 €	72.00 €	-0.05%	6 885.59 €
6554	CONTINGENTS ORGANIS REGROUPEMT	35 755.45 €	59 138.02 €	62 110.00 €	63 208.88 €	1 098.88 €	1.77%	4 070.86 €
6556	INDEMNITE LOGEMENTS INSTITS	328.64 €	- €			- €	#DIV/0!	- €
6558	AUTRES DEPENSES OBLIGATOIRES	112 288.27 €	96 384.31 €	112 700.00 €	112 647.60 €	52.40 €	-0.05%	16 263.29 €
657362	SUBVENTIONS CCAS	25 000.00 €	25 000.00 €	25 000.00 €	25 000.00 €	- €	0.00%	- €
6557	AIDES AUX FACADES	- €	2 775.00 €	8 000.00 €	3 345.00 €	4 655.00 €	-58.19%	570.00 €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
6574	SUBVENTIONS ORGANISMES PRIVES	332 156.82 €	282 220.50 €	291 500.00 €	262 499.41 €	29 000.59 €	-9.95%	- 19 721.09 €
6574	SUBVENTION CINEMATOGRAPHE = DSP		20 228.15 €	21 000.00 €	24 905.88 €	3 905.88 €	18.60%	4 677.73 €
658	CHARGES DIVERSES GESTION COURANTE	2.07 €	1.96 €			- €	#DIV/0!	- 1.96 €
<b>68</b>	<b>DOTATION AUX PROVISIONS</b>	- €	219 112.47 €	- €	- €	- €	#DIV/0!	- 219 112.47 €
6875	DOTATIONS AUX PROVISIONS	- €	219 112.47 €	- €	- €	- €	#DIV/0!	- 219 112.47 €
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>223 347.07 €</b>	<b>204 858.04 €</b>	<b>241 500.00 €</b>	<b>239 730.78 €</b>	<b>1 769.22 €</b>	<b>-0.73%</b>	<b>34 872.74 €</b>
6611	INTERETS DES EMPRUNTS & DETTE	219 347.07 €	201 911.90 €	233 000.00 €	232 801.61 €	198.39 €	-0.09%	30 889.71 €
668	AUTRES CHARGES FINANCIERES	4 000.00 €	2 946.14 €	8 500.00 €	6 929.17 €	1 570.83 €	-18.48%	3 983.03 €
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>242 994.41 €</b>	<b>30 870.69 €</b>	<b>26 100.00 €</b>	<b>17 450.57 €</b>	<b>8 649.43 €</b>	<b>-33.14%</b>	<b>11 770.06 €</b>
678	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 554.18 €	45.22 €	15 100.00 €	11 815.28 €	3 284.72 €	-21.75%	11 770.06 €
6711	INTERETS MORATOIRES	23.41 €	- €			- €	#DIV/0!	- €
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES		83.36 €	1 000.00 €	930.16 €	69.84 €	-6.98%	846.80 €
673	TITRES ANNULES/EXERCICE ANTERIEUR	232 416.82 €	30 742.11 €	10 000.00 €	4 705.13 €	5 294.87 €	-52.95%	- 26 036.98 €
	<b>TOTAL OPERATIONS REELLES</b>	<b>5 613 732.66 €</b>	<b>5 620 880.88 €</b>	<b>5 933 915.00 €</b>	<b>5 711 282.28 €</b>	<b>222 632.72 €</b>	<b>-3.75%</b>	<b>115 591.58 €</b>
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>3 295.00 €</b>	<b>236 129.43 €</b>	- €	<b>2 318.00 €</b>	- 2 318.00 €	#DIV/0!	- 233 811.43 €
676	TRANSFERT PLUS VALUE AU CPTÉ 19	1 002.65 €	6 200.53 €		1 401.06 €	1 401.06 €	#DIV/0!	- 4 799.47 €
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS		229 470.43 €			- €	#DIV/0!	- 229 470.43 €
675	VALEUR COMPTABLE /ELEMENTS CEDES	2 292.35 €	458.47 €	- €	916.94 €	916.94 €	#DIV/0!	458.47 €
<b>023</b>	<b>AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE</b>	- €	- €	<b>1 033 258.00 €</b>	- €	<b>1 033 258.00 €</b>	<b>-100.00%</b>	- €
023	AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE		- €	1 033 258.00 €	- €	1 033 258.00 €	-100.00%	- €
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	- 3 930.53 €	- 8 073.69 €	<b>3 160.00 €</b>	<b>3 155.23 €</b>	4.77 €	<b>-0.15%</b>	<b>11 228.92 €</b>
6611	ICNE	- 3 930.53 €	- 8 073.69 €	3 160.00 €	3 155.23 €	4.77 €	-0.15%	11 228.92 €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
68	<b>DOT AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>182 382.10 €</b>	<b>151 132.42 €</b>	<b>203 743.00 €</b>	<b>203 638.99 €</b>	<b>104.01 €</b>	<b>-0.05%</b>	<b>52 506.57 €</b>
6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS/MAT & BATIM	182 382.10 €	151 132.42 €	191 572.00 €	203 638.99 €	- 12 066.99 €	6.30%	52 506.57 €
6862	DOTATIONS AMORTISSEMENT CHARGES		- €	12 171.00 €		12 171.00 €	-100.00%	- €
	<b>TOTAL OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>181 746.57 €</b>	<b>379 188.16 €</b>	<b>1 240 161.00 €</b>	<b>209 112.22 €</b>	<b>1 031 048.78 €</b>	<b>-83.14%</b>	<b>- 170 075.94 €</b>
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 795 479.23 €</b>	<b>6 000 069.04 €</b>	<b>7 174 076.00 €</b>	<b>5 920 394.50 €</b>	<b>1 253 681.50 €</b>	<b>-17.48%</b>	<b>- 54 484.36 €</b>

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>								
CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
<b>013</b>	<b>PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE</b>	<b>419 652.84 €</b>	<b>419 240.52 €</b>	<b>457 260.00 €</b>	<b>491 115.44 €</b>	<b>- 33 855.44 €</b>	<b>7.40%</b>	<b>71 874.92 €</b>
7015	VENTE DE CAVEAUX	12 838.00 €	4 706.00 €	10 000.00 €	6 739.00 €	3 261.00 €	-32.61%	2 033.00 €
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES	9 971.27 €	7 733.87 €	8 000.00 €	10 972.57 €	- 2 972.57 €	37.16%	3 238.70 €
70312	REDEVANCES ET TAXES FUNERAIRES	7 201.00 €	6 286.00 €	6 300.00 €	6 166.00 €	134.00 €	-2.13%	- 120.00 €
70388	AUTRES REDEVANCES	8 075.08 €	8 419.89 €	8 550.00 €	9 091.40 €	- 541.40 €	6.33%	671.51 €
7062	REDEVANCE MUSEE / VENTE PRODUITS	835.00 €	184.40 €	200.00 €	242.80 €	- 42.80 €	21.40%	58.40 €
70632	REDEVANCE ENTREES PISCINE	18 791.28 €	26 980.40 €	27 000.00 €	26 380.40 €	619.60 €	-2.29%	- 600.00 €
7066	CRECHE PAPOUM	257 357.34 €	248 137.89 €	280 000.00 €	308 462.31 €	- 28 462.31 €	10.17%	60 324.42 €
7067	CANTINES ECOLES PRIMAIRE MATERNELLE	77 116.44 €	78 368.35 €	79 000.00 €	76 855.49 €	2 144.51 €	-2.71%	- 1 512.86 €
70688	AUTRES PRESTATIONS SERVICES	2 732.12 €	6 893.13 €	3 500.00 €	7 116.75 €	- 3 616.75 €	103.34%	223.62 €
7083	LOCATIONS (autres qu'immeubles = Terrains)	12 187.80 €	9 947.98 €	12 810.00 €	12 823.10 €	- 13.10 €	0.10%	2 875.12 €
70878	REMBOURS FRAIS PAR AUTRES REDEVABLES	12 547.51 €	21 582.61 €	21 900.00 €	26 265.62 €	- 4 365.62 €	19.93%	4 683.01 €
<b>014</b>	<b>ATTENUATION DE CHARGES</b>	<b>64 330.30 €</b>	<b>94 502.81 €</b>	<b>70 000.00 €</b>	<b>70 016.23 €</b>	<b>- 16.23 €</b>	<b>0.02%</b>	<b>- 24 486.58 €</b>
6419	REMB. SUR REMUNERATION SS & CNP	64 330.30 €	94 502.81 €	70 000.00 €	70 016.23 €	- 16.23 €	0.02%	- 24 486.58 €
<b>73</b>	<b>IMPOTS ET TAXES</b>	<b>4 056 596.33 €</b>	<b>4 247 031.62 €</b>	<b>4 298 395.00 €</b>	<b>4 355 048.95 €</b>	<b>- 56 653.95 €</b>	<b>1.32%</b>	<b>108 017.33 €</b>
73111	CONTRIBUTIONS DIRECTES	2 873 901.00 €	2 954 948.00 €	3 017 039.00 €	3 069 593.00 €	- 52 554.00 €	1.74%	114 645.00 €
7311	FPIC		13 556.00 €	14 000.00 €	- €	14 000.00 €	-100.00%	- 13 556.00 €
7321	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	947 256.00 €	947 256.00 €	947 256.00 €	947 256.00 €	- €	0.00%	- €
7328	TAXE FORFAITAIRE/TERRAINS RENDUS CONSTRUC	- €	20 141.00 €	10 000.00 €	5 667.00 €	4 333.00 €	-43.33%	- 14 474.00 €
7336	DROITS DE PLACE	86 879.70 €	94 710.14 €	95 000.00 €	90 936.16 €	4 063.84 €	-4.28%	- 3 773.98 €
7343	TAXE SUR LES PYLONES	14 355.00 €	15 015.00 €	15 100.00 €	15 570.00 €	- 470.00 €	3.11%	555.00 €
7351	TAXE SUR ELECTRICITE	65 442.43 €	78 880.05 €	120 000.00 €	140 532.36 €	- 20 532.36 €	17.11%	61 652.31 €
73811	TAXE ADDIT DROIT DE MUTATION	68 762.20 €	122 525.43 €	80 000.00 €	85 494.43 €	- 5 494.43 €	6.87%	- 37 031.00 €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
74	<b>DOTATIONS, SUBV PARTICIPATIONS</b>	<b>1 539 290.59 €</b>	<b>1 457 146.01 €</b>	<b>1 498 621.00 €</b>	<b>1 497 781.39 €</b>	<b>839.61 €</b>	<b>-0.06%</b>	<b>40 635.38 €</b>
7411	DOTATION FORFAITAIRE (DGF)	848 133.00 €	<b>850 635.00 €</b>	<b>844 588.00 €</b>	<b>844 588.00 €</b>	- €	0.00%	- 6 047.00 €
74121	DOT DSR 1ERE FRACTION	261 193.00 €	<b>240 304.00 €</b>	<b>241 000.00 €</b>	<b>249 544.00 €</b>	- 8 544.00 €	3.55%	- 9 240.00 €
74122	DOT DSR 2EME FRACTION		<b>99 121.00 €</b>			- €	#DIV/0!	- 99 121.00 €
74127	FDS NATIONAL PEREQUATION TP	110 134.00 €		<b>99 500.00 €</b>	<b>97 396.00 €</b>	2 104.00 €	-2.11%	97 396.00 €
746	DOT GENERALE DECENTRALISATION	20 007.50 €			<b>13 469.00 €</b>	- 13 469.00 €	#DIV/0!	- 13 469.00 €
74718	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT	60 750.37 €	<b>32 816.99 €</b>	<b>47 055.00 €</b>	<b>44 170.59 €</b>	2 884.41 €	-6.13%	11 353.60 €
7472	SUBVENTIONS PARTICIPATIONS REGION	17 428.50 €	<b>1 500.00 €</b>	<b>20 000.00 €</b>	<b>2 775.20 €</b>	17 224.80 €	-86.12%	1 275.20 €
7473	SUBVENTIONS PARTICIPATIONS DEPART	23 733.20 €	<b>31 817.20 €</b>	<b>20 500.00 €</b>	<b>24 515.40 €</b>	- 4 015.40 €	19.59%	- 7 301.80 €
74748	SUBVENTIONS & PARTICIP COMMUNES	9 702.52 €	<b>11 076.83 €</b>	<b>11 200.00 €</b>	<b>13 355.30 €</b>	- 2 155.30 €	19.24%	- 2 278.47 €
7478	SUBV & PARTICIP AUTRES ORGANISMES	11 761.50 €	<b>8 071.99 €</b>	<b>42 884.00 €</b>	<b>36 073.90 €</b>	6 810.10 €	-15.88%	28 001.91 €
748314	ETAT COMPENSATION TP	21 650.00 €	<b>18 099.00 €</b>	<b>15 144.00 €</b>	<b>15 144.00 €</b>	- €	0.00%	- 2 955.00 €
74834	ETAT COMPENS EXONER TAXE FONCIERE	50 238.00 €	<b>54 051.00 €</b>	<b>53 975.00 €</b>	<b>53 975.00 €</b>	- €	0.00%	- 76.00 €
74835	ETAT COMPENS EXONERATION TH	104 147.00 €	<b>109 653.00 €</b>	<b>102 775.00 €</b>	<b>102 775.00 €</b>	- €	0.00%	- 6 878.00 €
7488	AUTRES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	412.00 €				- €	#DIV/0!	- €
75	<b>AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE</b>	<b>327 090.95 €</b>	<b>288 799.24 €</b>	<b>291 450.00 €</b>	<b>307 463.18 €</b>	<b>- 16 013.18 €</b>	<b>5.49%</b>	<b>18 663.94 €</b>
752	REVENUS DES IMMEUBLES	251 148.04 €	<b>264 516.28 €</b>	<b>269 000.00 €</b>	<b>283 156.35 €</b>	- 14 156.35 €	5.26%	- 18 640.07 €
752	OPERATIONS SA HLM - LOYER CAPITALISE	54 828.90 €				- €	#DIV/0!	- €
758	PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE	21 114.01 €	<b>24 282.96 €</b>	<b>22 450.00 €</b>	<b>24 306.83 €</b>	- 1 856.83 €	8.27%	- 23.87 €
77	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>69 596.97 €</b>	<b>242 191.05 €</b>	<b>18 100.00 €</b>	<b>25 763.92 €</b>	<b>- 7 663.92 €</b>	<b>42.34%</b>	<b>- 216 427.13 €</b>
773	MANDATS ANNULES SUR EXERC ANTERIEUR			<b>2 000.00 €</b>	<b>6 740.02 €</b>	- 4 740.02 €	237.00%	- 6 740.02 €
775	TRANSFERT DETTE ZAC DES CHALUS					- €	#DIV/0!	- €
775	PRODUITS /CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	3 295.00 €	<b>6 659.00 €</b>		<b>2 318.00 €</b>	- 2 318.00 €	#DIV/0!	- 4 341.00 €
7711	PENALITES - MISES EN DEBET		<b>514.84 €</b>			- €	#DIV/0!	- 514.84 €
7713	ENCAISSEMENT DONS				<b>100.00 €</b>	- 100.00 €	#DIV/0!	- 100.00 €
7718	PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OP GESTION		<b>50.00 €</b>			- €	#DIV/0!	- 50.00 €
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	66 301.97 €	<b>234 967.21 €</b>	<b>16 100.00 €</b>	<b>16 605.90 €</b>	- 505.90 €	3.14%	- 218 361.31 €
	<b>TOTAL OPERATIONS REELLES</b>	<b>6 476 557.98 €</b>	<b>6 748 911.25 €</b>	<b>6 633 826.00 €</b>	<b>6 747 189.11 €</b>	<b>- 113 363.11 €</b>	<b>1.71%</b>	<b>- 1 722.14 €</b>

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
042	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1 166.79 €</b>	<b>107 114.08 €</b>	<b>140 250.00 €</b>	<b>139 033.94 €</b>	<b>1 216.06 €</b>	<b>-0.87%</b>	<b>31 919.86 €</b>
776	TRANSFERT EN INVEST/MOINS VALUE CESSION					- €	#DIV/0!	- €
773	MANDATS ANNULES/EXERCICE ANTERIEUR					- €	#DIV/0!	- €
797	OPERATION SA HLM / TRANSFERT CHARGES					- €	#DIV/0!	- €
7811	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS			94 790.00 €		94 790.00 €	-100.00%	- €
7815	REPRISE SUR PROVISIONS			44 260.00 €	139 033.94 €	94 773.94 €	214.13%	139 033.94 €
773	MANDATS ANNULES/EXERCICE ANTERIEUR		664.23 €			- €	#DIV/0!	- 664.23 €
777	AMORTISSEMENT SUBV D'INVESTISSEMENT	1 166.79 €	106 449.85 €	1 200.00 €		1 200.00 €	-100.00%	- 106 449.85 €
002	<b>EXCEDENT ORDINAIRE REPORTE</b>	<b>200 000.00 €</b>	<b>200 000.00 €</b>	<b>400 000.00 €</b>	<b>400 000.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>0.00%</b>	<b>200 000.00 €</b>
002	EXCEDENT FONCTIONNEMENT REPORTE	200 000.00 €	200 000.00 €	400 000.00 €	400 000.00 €	- €	0.00%	200 000.00 €
	<b>TOTAL OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>201 166.79 €</b>	<b>307 114.08 €</b>	<b>540 250.00 €</b>	<b>539 033.94 €</b>	<b>1 216.06 €</b>	<b>-0.23%</b>	<b>231 919.86 €</b>
	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 677 724.77 €</b>	<b>7 056 025.33 €</b>	<b>7 174 076.00 €</b>	<b>7 286 223.05 €</b>	<b>- 112 147.05 €</b>	<b>1.48%</b>	<b>230 197.72 €</b>

<b>RESULTAT FONCTIONNEMENT</b>	<b>882 245.54 €</b>	<b>1 055 956.29 €</b>	<b>- €</b>	<b>1 365 828.55 €</b>
--------------------------------	---------------------	-----------------------	------------	-----------------------

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>								
CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
<b>001</b>	<b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>	<b>996 859.81 €</b>	<b>665 796.48 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>- 665 796.48 €</b>
001	DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE	996 859.81 €	665 796.48 €	- €	- €	- €	#DIV/0!	- 665 796.48 €
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS INVESTISSEMENT</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>12 400.00 €</b>	<b>1 339.27 €</b>	<b>11 060.73 €</b>	<b>-89.20%</b>	<b>1 339.27 €</b>
1322-406	SUBV REGION / HOMMES DE PLUME		- €	1 400.00 €	1 339.27 €	60.73 €	-4.34%	1 339.27 €
1327-321	SUBV FEDER / CHAUDIERE BOIS			6 000.00 €		6 000.00 €	-100.00%	- €
1348	TAXE D'AMENAGEMENT			5 000.00 €		5 000.00 €	-100.00%	- €
<b>040</b>	<b>SUBVENTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>51 147.60 €</b>	<b>106 449.85 €</b>	<b>140 250.00 €</b>	<b>139 033.94 €</b>	<b>1 216.06 €</b>	<b>-0.87%</b>	<b>32 584.09 €</b>
28188	AMORTISSEMENT REGULARISATION					- €	#DIV/0!	- €
4581	REGUL OPERATIONS SOUS MANDATS	49 980.81 €				- €	#DIV/0!	- €
4818	OPERATION SA HLM / CHARGES A ETALER					- €	#DIV/0!	- €
15112	PROVISIONS POUR LITIGES			94 790.00 €	94 782.72 €	7.28 €	-0.01%	94 782.72 €
1582	AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES			44 260.00 €	44 251.22 €	8.78 €	-0.02%	44 251.22 €
13912	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT REGION		14 249.17 €			- €	#DIV/0!	- 14 249.17 €
13918	AMORTISSEMENT AUTRES SUB EQUIPEMENT	1 166.79 €	17 910.11 €	1 200.00 €		1 200.00 €	-100.00%	- 17 910.11 €
13932	AMORTISSEMENT SUBV AMENDES POLICE		14 290.57 €			- €	#DIV/0!	- 14 290.57 €
13935	AMORTISSEMENT /PARTICIP PLACE PARKING		60 000.00 €			- €	#DIV/0!	- 60 000.00 €
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>	<b>445 622.95 €</b>	<b>445 959.21 €</b>	<b>471 500.00 €</b>	<b>470 961.90 €</b>	<b>538.10 €</b>	<b>-0.11%</b>	<b>25 002.69 €</b>
1641	REMBOURSEMENT CAPITAL DETTE	444 860.70 €	445 709.21 €	470 500.00 €	470 481.90 €	18.10 €	0.00%	24 772.69 €
165	DEPOT ET CAUTIONNEMENT	762.25 €	250.00 €	1 000.00 €	480.00 €	520.00 €	-52.00%	230.00 €
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>33 018.13 €</b>	<b>239 107.08 €</b>	<b>300 580.00 €</b>	<b>188 198.81 €</b>	<b>112 381.19 €</b>	<b>-37.39%</b>	<b>- 50 908.27 €</b>
2033	FRAIS INSERTION		1 967.06 €	10 000.00 €	8 220.34 €	1 779.66 €	-17.80%	6 253.28 €
204158	SUBVENTION EQUILIBRE / TRX SIE RESEAUX		49 718.57 €	81 700.00 €	81 673.89 €	26.11 €	-0.03%	31 955.32 €
204158	SUBVENTION EQUILIBRE / DOJO INTERCO		145 268.44 €	26 032.00 €	15 423.44 €	10 608.56 €	-40.75%	- 129 845.00 €
202-434	FRAIS REVISION PLU	5 094.52 €	18 202.06 €	51 078.00 €	48 651.62 €	2 426.38 €	-4.75%	30 449.56 €
2031-402	ETUDE MO / REQUALIFICATION CENTRE ANCIEN			15 000.00 €		15 000.00 €	-100.00%	- €
2031-440	ETUDE PACT ARIM/PIG LIH			15 000.00 €		15 000.00 €	-100.00%	- €
2031-441	ETUDES DIVERSES	27 923.61 €	16 504.80 €	31 428.00 €	12 558.00 €	18 870.00 €	-60.04%	- 3 946.80 €
2031-451	ETUDE AMENAGEMENT ZONE ST CATHERINE			20 000.00 €		20 000.00 €	-100.00%	- €
2031-455	ETUDE AMENAGEMENT PARKING LATOURETTE			20 000.00 €	15 781.22 €	4 218.78 €	-21.09%	15 781.22 €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
2031-456	ETUDE ZONE ST CATHERINE		868.15 €			- €	#DIV/0!	- 868.15 €
2031-465	ETUDE ARCHEOLOGIQUE / IMM 2 RUE ST MARY			5 446.00 €		5 446.00 €	-100.00%	- €
2051-296	ACHAT LOGICIELS ET LICENCES		6 578.00 €	24 896.00 €	5 890.30 €	19 005.70 €	-76.34%	- 687.70 €
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>258 024.11 €</b>	<b>213 168.58 €</b>	<b>700 131.00 €</b>	<b>352 875.00 €</b>	<b>347 256.00 €</b>	<b>-49.60%</b>	<b>139 706.42 €</b>
2111-396	ACH TERRAIN RESERVES FONCIERES	25 257.77 €	57 466.83 €	395 602.00 €	66 389.88 €	329 212.12 €	-83.22%	8 923.05 €
2121-433	PLANTATIONS	3 407.75 €	14 928.15 €	15 000.00 €	12 494.10 €	2 505.90 €	-16.71%	- 2 434.05 €
21318-396	ACH BATIMENTS/RESERVES FONCIERES	9 802.40 €		50 000.00 €	52 885.91 €	2 885.91 €	5.77%	52 885.91 €
2135-299	REPLACEMENT RADIATEURS MAIRIE			7 500.00 €	6 745.32 €	754.68 €	-10.06%	6 745.32 €
21578-314	ACQUISITION MOBILIER URBAIN	14 352.00 €	10 366.21 €	15 000.00 €	12 593.88 €	2 406.12 €	-16.04%	2 227.67 €
21578-331	MATERIEL VOIRIE SUR PGD			1 100.00 €	1 074.15 €	25.85 €	-2.35%	1 074.15 €
21578-455	MOBILIER URBAIN / SECTEUR VERDUN			4 500.00 €	4 455.10 €	44.90 €	-1.00%	4 455.10 €
2158-314	ACQUISITION MATERIEL SIGNALÉTIQUE		8 564.73 €	17 250.00 €	19 559.38 €	2 309.38 €	13.39%	10 994.65 €
2158-350	ACHAT MATERIEL ILLUMINATION		5 603.58 €	15 000.00 €	14 777.42 €	222.58 €	-1.48%	9 173.84 €
2158-364	ACHAT MATERIEL PISCINE	982.63 €	6 537.89 €			- €	#DIV/0!	- 6 537.89 €
2168-402	ACQUISITION ŒUVRE D'ART	3 000.00 €	3 000.00 €			- €	#DIV/0!	- 3 000.00 €
2181-364	AGENCEMENT ENCEINTE PISCINE			1 100.00 €	1 056.30 €	43.70 €	-3.97%	1 056.30 €
2181-463	ACHAT RADIATEURS RADIANTS /OT		1 039.56 €			- €	#DIV/0!	- 1 039.56 €
2182-327	ACHAT VEHICULES SERVICES TECHNIQUES		25 450.88 €	48 714.00 €	48 672.08 €	41.92 €	-0.09%	23 221.20 €
2183-296	ACQUISITION MATERIEL INFORMATIQUE	14 703.04 €	8 643.28 €	14 415.00 €	12 885.70 €	1 529.30 €	-10.61%	4 242.42 €
2183-357	ACHAT INFORMATIQUE CRECHE			3 500.00 €	3 624.20 €	124.20 €	3.55%	3 624.20 €
2188-298	ACHAT MATERIEL DIVERS	18 983.36 €	25 317.26 €	35 800.00 €	32 712.57 €	3 087.43 €	-8.62%	7 395.31 €
2188-319	ACH MAT EC MATERNELLE	785.62 €	3 578.56 €	10 000.00 €	7 026.09 €	2 973.91 €	-29.74%	3 447.53 €
2188-320	ACH MATERIEL EC PRIMAIRE	4 534.34 €	4 742.77 €	3 200.00 €	3 107.01 €	92.99 €	-2.91%	- 1 635.76 €
2188-327	ACH MAT DIVERS SERVICE TECHNIQUE	26 582.89 €	7 605.35 €	16 800.00 €	14 734.82 €	2 065.18 €	-12.29%	7 129.47 €
2188-341	MATERIEL NUMERISATION CINEMA	97 629.48 €	18 858.99 €	9 400.00 €	6 718.92 €	2 681.08 €	-28.52%	- 12 140.07 €
2188-357	ACH MATERIEL CRECHE	1 260.61 €		1 250.00 €	1 042.92 €	207.08 €	-16.57%	1 042.92 €
2188-389	ACH MATERIEL CENTRE DE LOISIRS			1 000.00 €	999.99 €	0.01 €	0.00%	999.99 €
2188-405	ACHAT MATERIEL DIVERS ECBF		2 040.64 €	29 000.00 €	28 941.26 €	58.74 €	-0.20%	26 900.62 €
2188-406	ACH MATERIEL & MOBILIER ARCHIVES	10 896.31 €	1 947.45 €	3 000.00 €		3 000.00 €	-100.00%	- 1 947.45 €
2188-447	ACHAT MATERIEL DESHERBAGE ALTERNATIF	5 109.23 €				- €	#DIV/0!	- €
2188-460	ACHAT RADIATEURS RADIANTS	12 645.52 €				- €	#DIV/0!	- €
2188-461	ACHAT EQUIPEMENT POLICE MUNICIPALE		7 476.45 €	2 000.00 €	378.00 €	1 622.00 €	-81.10%	- 7 098.45 €
2188-461	ACHAT SCOOTER + EQUIP / POLICE MUNICIPALE	8 091.16 €				- €	#DIV/0!	- €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
23	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>1 622 902.07 €</b>	<b>1 305 774.63 €</b>	<b>7 255 732.00 €</b>	<b>3 791 481.07 €</b>	<b>3 464 250.93 €</b>	<b>-47.75%</b>	<b>2 485 706.44 €</b>
2312-271	TRAVAUX TERRAIN CITADELLE	15 916.60 €	24 134.83 €	360 100.00 €	108 243.88 €	251 856.12 €	-69.94%	84 109.05 €
2312-319	ECOLE MATERNELLE - AMENAGT EXTERIEURS			3 900.00 €	3 881.02 €	18.98 €	-0.49%	3 881.02 €
2312-364	PISCINE - AMENAGEMENT PARC LOISIRS		79 387.50 €			- €	#DIV/0!	79 387.50 €
2312-431	COUVENT / AMENAGEMENTS PAYSAGERS	15 417.34 €				- €	#DIV/0!	- €
2312-448	MISE EN VALEUR SITE DES MOURRES	33 990.38 €				- €	#DIV/0!	- €
2312-462	PATRIMOINE ACCESSIBLE POUR TOUS		31 287.36 €	126 000.00 €	118 898.49 €	7 101.51 €	-5.64%	87 611.13 €
2313-214	TRX BATIMENTS COMMUNAUX DIVERS	54 122.91 €	25 533.72 €	86 000.00 €	51 286.33 €	34 713.67 €	-40.36%	25 752.61 €
2313-271	TRAVAUX CITADELLE			263 120.00 €		263 120.00 €	-100.00%	- €
2313-299	TRX MAIRIE	39 583.90 €	6 804.79 €	115 256.00 €	14 256.32 €	100 999.68 €	-87.63%	7 451.53 €
2313-319	TRX ECOLE MATERNELLE	3 615.51 €	21 212.66 €	160 000.00 €	140 821.85 €	19 178.15 €	-11.99%	119 609.19 €
2313-320	TRX ECOLE PRIMAIRE	35 937.90 €	10 748.04 €	5 000.00 €		5 000.00 €	-100.00%	10 748.04 €
2313-321	TRAVAUX COSEC	359 472.39 €	11 743.66 €	257 100.00 €	240 727.08 €	16 372.92 €	-6.37%	228 983.42 €
2313-341	TRAVAUX CINEMA	17 252.09 €	814.28 €			- €	#DIV/0!	814.28 €
2313-357	TRAVAUX CRECHE	4 779.57 €		5 000.00 €		5 000.00 €	-100.00%	- €
2313-364	TRAVAUX PISCINE		22 239.24 €			- €	#DIV/0!	22 239.24 €
2313-378	TRX LOCAUX DE LA TRESORERIE		13 519.57 €	80 000.00 €		80 000.00 €	-100.00%	13 519.57 €
2313-399	AMENAGEMENT ATELIER COMMUNAL		1 365.83 €	3 500.00 €	1 129.02 €	2 370.98 €	-67.74%	236.81 €
2313-402	ILOT M.DEBOUT / TRX BATIMENTS	6 799.26 €				- €	#DIV/0!	- €
2313-405	ESPACE CULTUREL DE LA BONNE FONTAINE	14 065.19 €	12 947.48 €	11 281.00 €	5 293.25 €	5 987.75 €	-53.08%	7 654.23 €
2313-406	ARCHIVES MUNICIPALES	64 413.87 €				- €	#DIV/0!	- €
2313-413	RENOVATION TOILETTES PUBLIQUES	43 587.61 €				- €	#DIV/0!	- €
2313-431	RESTAURATION COUVENT CORDELIER	4 416.81 €	897.83 €	5 000.00 €		5 000.00 €	-100.00%	897.83 €
2313-439	CATHEDRALE TRAVAUX		4 623.73 €	45 000.00 €	5 322.20 €	39 677.80 €	-88.17%	698.47 €
2313-444	CIMETIERE - TRX DIVERS	1 364.94 €	477.20 €	35 000.00 €	22 844.80 €	12 155.20 €	-34.73%	22 367.60 €
2313-459	VILLAGE VERT	39 826.80 €	24 469.58 €	1 172 000.00 €	552 115.99 €	619 884.01 €	-52.89%	527 646.41 €
2313-460	PROGRAMME ECONOMIES ENERGIE			58 400.00 €	30 997.89 €	27 402.11 €	-46.92%	30 997.89 €
2313-463	CREATION D'UN CLUSTER TOURISTIQUE		78 976.05 €	2 546 525.00 €	895 675.06 €	1 650 849.94 €	-64.83%	816 699.01 €
2313-465	REHABILITATION IMM 2 RUE ST MARY		239 962.07 €	225 505.00 €	212 632.61 €	12 872.39 €	-5.71%	27 329.46 €
2315-266	TRAVAUX PLUVIAL	43 235.40 €	12 004.85 €			- €	#DIV/0!	12 004.85 €
2315-314	VOIRIE ET STOCKS	92 025.49 €	86 033.75 €	257 250.00 €	172 139.46 €	85 110.54 €	-33.08%	86 105.71 €
2315-331	PLAN GLOBAL DEPLACEMENT	40 000.00 €		275 000.00 €	146 524.92 €	128 475.08 €	-46.72%	146 524.92 €
2315-336	TRAVAUX STADE	598.00 €				- €	#DIV/0!	- €
2315-350	ECLAIRAGE PUBLIC	31 174.94 €				- €	#DIV/0!	- €
2315-364	TRX INSTAL TECHNIQUES PISCINE	6 372.60 €	897.00 €	1 000.00 €		1 000.00 €	-100.00%	897.00 €
2315-424	VOIRIE COMMUNALE	344 791.91 €	151 392.39 €	110 000.00 €	109 783.12 €	216.88 €	-0.20%	41 609.27 €
2315-446	ESPLANADE ILOT MARIUS DEBOUT	100 072.64 €				- €	#DIV/0!	- €
2315-449	RUE PASSERE	202 072.04 €	2 540.59 €	14 295.00 €	11 224.46 €	3 070.54 €	-21.48%	8 683.87 €
2315-452	AMENAGEMENT ACCES NLE CASERNE POMPIER		34 197.84 €	16 500.00 €	16 492.24 €	7.76 €	-0.05%	17 705.60 €
2315-455	AMENAGEMENT VERDUN LATOURETTE	7 995.98 €	278 671.75 €	846 840.00 €	812 760.19 €	34 079.81 €	-4.02%	534 088.44 €
2315-456	TRX AMENAGEMENT ZONE CHAMBARELS			40 000.00 €		40 000.00 €	-100.00%	- €
2315-462	PATRIMOINE ACCESSIBLE POUR TOUS			6 200.00 €	6 195.28 €	4.72 €	-0.08%	6 195.28 €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
2315-464	TRX AVE GENERAL DE GAULLE		44 944.45 €			- €	#DIV/0!	- 44 944.45 €
2316-467	RESTAURATION TOILES			10 000.00 €		10 000.00 €	-100.00%	- €
238-319	AVANCE FORFAITAIRE / TRX DORTOIR			3 200.00 €	3 190.75 €	9.25 €	-0.29%	3 190.75 €
238-321	AVANCE FORFAITAIRE / TRX PHOTOVOLTAIQUE			10 260.00 €	10 259.18 €	0.82 €	-0.01%	10 259.18 €
238-331	AVANCE FORFAITAIRE / TRX PGD			2 000.00 €	1 939.50 €	60.50 €	-3.03%	1 939.50 €
238-455	AVANCE FORFAITAIRE SUR TRX VERDUN		69 066.91 €	24 000.00 €	23 979.29 €	20.71 €	-0.09%	- 45 087.62 €
238-459	AVANCE FORFAITAIRE / VILLAGE VERT			30 000.00 €	28 408.09 €	1 591.91 €	-5.31%	28 408.09 €
238-463	AVANCE FORFAITAIRE / TRX CLUSTER			40 000.00 €	39 026.68 €	973.32 €	-2.43%	39 026.68 €
238-465	AVANCE FORFAITAIRE SUR TRX 2 RUE ST MARY		14 879.68 €	5 500.00 €	5 432.12 €	67.88 €	-1.23%	- 9 447.56 €
27	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	- €	- €	1 000.00 €	1 000.00 €	- €	0.00%	1 000.00 €
271	TITRES IMMOBILISES (parts sociales)			1 000.00 €	1 000.00 €	- €	0.00%	1 000.00 €
041	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	- €	37 000.60 €	148 700.00 €	148 637.94 €	62.06 €	-0.04%	111 637.34 €
20441	SUBV EQUIPEMENT EN NATURE AU SDIS		37 000.60 €			- €	#DIV/0!	- 37 000.60 €
16878	AUTRES EMPRUNTS			148 700.00 €	148 637.94 €	62.06 €	-0.04%	148 637.94 €
	<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	3 407 574.67 €	3 013 256.43 €	9 030 293.00 €	5 093 527.93 €	3 936 765.07 €	-43.60%	2 078 932.23 €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>								
CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
001	<b>RESULTAT REPORTE</b>	- €	- €	108 137.00 €	108 137.03 €	- 0.03 €	0.00%	108 137.03 €
001	RESULTAT INVESTISSEMENT REPORTE	- €	- €	108 137.00 €	108 137.03 €	- 0.03 €	0.00%	108 137.03 €
021	<b>VIREMENT DE LA SECT FONCTIONNEMENT</b>	- €	- €	1 033 258.00 €	- €	1 033 258.00 €	-100.00%	- €
021	VIREMENT DE LA SECT DE FONCTIONNEMENT	- €	- €	1 033 258.00 €	- €	1 033 258.00 €	-100.00%	- €
10	<b>DOTATIONS ET FONDS DIVERS</b>	1 502 697.08 €	942 444.54 €	853 956.00 €	829 486.60 €	24 469.40 €	-2.87%	- 112 957.94 €
10222	FCTVA	425 426.00 €	236 588.00 €	173 000.00 €	132 403.00 €	40 597.00 €	-23.47%	- 104 185.00 €
10223	TLE	25 891.00 €	23 611.00 €	25 000.00 €	41 127.31 €	- 16 127.31 €	64.51%	17 516.31 €
10	<b>AFFECTATION DE RESULTAT</b>	1 051 380.08 €	682 245.54 €	655 956.00 €	655 956.29 €	- 0.29 €	0.00%	- 26 289.25 €
13	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	774 214.34 €	468 059.88 €	3 137 044.00 €	646 161.68 €	2 490 882.32 €	-79.40%	178 101.80 €
1321-357	SUBV CAF / TRAVAUX CRECHE			500.00 €	500.00 €	- €	0.00%	500.00 €
1321-389	SUBV CAF / EQUIPEMENTS LOISIRS CLSH	1 833.00 €				- €	#DIV/0!	- €
1321-402	SUBV ETAT AMENAGT VIEILLE VILLE RHI	5 792.00 €	6 648.34 €	15 000.00 €		15 000.00 €	-100.00%	- 6 648.34 €
1321-424	SUBV ETAT / TRX SUITE A INTEMPERIES			13 700.00 €	13 718.18 €	- 18.18 €	0.13%	13 718.18 €
1321-449	SUBV ETAT ANAH / RUE PASSERE		73 128.00 €			- €	#DIV/0!	- 73 128.00 €
1321-456	SUBV DDT 04 / ETUDE ZONE CHAMBARELS			6 270.00 €	6 270.00 €	- €	0.00%	6 270.00 €
1321-459	SUBV FNADT + FMM / VILLAGE VERT			275 000.00 €	43 230.19 €	231 769.81 €	-84.28%	43 230.19 €
1321-462	SUBV ETAT / PATRIMOINE ACCESSIBLE PO TOUS	33 000.00 €				- €	#DIV/0!	- €
1321-463	SUBV ETAT / CLUSTER TOURISTIQUE			255 000.00 €	8 710.00 €	246 290.00 €	-96.58%	8 710.00 €
1322-214	SUVB REGION / CLUSTER TOURISTIQUE			370 330.00 €	65 889.52 €	304 440.48 €	-82.21%	65 889.52 €
1322-271	SUBV REGION / CITADELLE CONFORTEMENT	13 058.70 €	4 797.32 €			- €	#DIV/0!	- 4 797.32 €
1322-314	SUBV REGION / AFFICHAGE EVENEMENTIEL		32 009.64 €			- €	#DIV/0!	- 32 009.64 €
1322-321	SUBV REGION / COSEC CHAUDIERE BOIS	12 363.41 €	22 502.59 €			- €	#DIV/0!	- 22 502.59 €
1322-331	SUBV REGION / PLAN GLOBAL DEPLACEMENT			298 720.00 €	53 022.08 €	245 697.92 €	-82.25%	53 022.08 €
1322-341	SUBV REGION / AMENAGEMENT CINEMA	13 376.53 €				- €	#DIV/0!	- €
1322-364	SUBV REGION / AMENAGEMENT PARC LOISIRS			31 800.00 €	31 800.00 €	- €	0.00%	31 800.00 €
1322-389	SUBV REGION /CENTRE AERE	4 541.41 €				- €	#DIV/0!	- €
1322-396	SUBV REGION / ACQUISITIONS FONCIERES	182 938.00 €	18 950.00 €	119 980.00 €		119 980.00 €	-100.00%	- 18 950.00 €
1322-402	SUBV REGION PAS / CENTRE ANCIEN			11 500.00 €		11 500.00 €	-100.00%	- €
1322-405	SUBVENTION REGION / ECBF		4 145.33 €			- €	#DIV/0!	- 4 145.33 €
1322-424	SUBV REGION / TRVS SECURITE VOIRIE	48 883.90 €	52 287.00 €			- €	#DIV/0!	- 52 287.00 €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
1322-431	SUBV REGION / COUVENT DES CORDELIERS	93 978.43 €	20 360.91 €			- €	#DIV/0!	- 20 360.91 €
1322-446	SUBV REGION / ESPLANADE ILOT M.DEBOUT	173 657.19 €				- €	#DIV/0!	- €
1322-448	SUBV REGION / TRX SITE DES MOURRES	5 651.92 €				- €	#DIV/0!	- €
1322-451	SUBV REGION PAS / ZONE ST CATHERINE			15 000.00 €		15 000.00 €	-100.00%	- €
1322-455	SUBV REGION / TRX AMENAGEMENT VERDUN			498 000.00 €	226 849.38 €	271 150.62 €	-54.45%	226 849.38 €
1322-459	SUBV REGION / VILLAGE VERT		6 225.00 €	147 000.00 €		147 000.00 €	-100.00%	- 6 225.00 €
1322-460	SUBV REGION / PROGRAMME ECONOMIES ENERGIE			5 000.00 €	5 000.00 €	- €	0.00%	5 000.00 €
1322-462	SUBV REGION / PATRIMOINE ACCESSIBLE PO TOUS		5 755.20 €	17 744.00 €	17 344.80 €	399.20 €	-2.25%	11 589.60 €
1323-271	SUBVC.GENERAL / CITADELLE TRAVAUX	9 023.71 €	1 976.29 €	15 000.00 €		15 000.00 €	-100.00%	- 1 976.29 €
1323-321	SUBV C.GENERAL / CHAUDIERE BOIS COSEC	20 000.00 €				- €	#DIV/0!	- €
1323-341	SUBV C.GENERAL / AMENAGEMENT CINEMA		20 000.00 €			- €	#DIV/0!	- 20 000.00 €
1323-350	SUBV C.GENERAL / TRX ECLAIRAGE PUBLIC	6 877.46 €		4 000.00 €	4 000.00 €	- €	0.00%	4 000.00 €
1323-431	SUBV C.GENERAL / COUVENT DES CORDELIERS		11 309.03 €			- €	#DIV/0!	- 11 309.03 €
1323-446	SUBV C.GENERAL / TRX ESPLANADE	6 657.00 €				- €	#DIV/0!	- €
1323-447	SUBV C.GENERAL / PLAN DE DESHERBAGE	938.98 €				- €	#DIV/0!	- €
1323-448	SUBV C.GENERAL / TRX SITE DES MOURRES		26 943.84 €			- €	#DIV/0!	- 26 943.84 €
1323-455	SUBV C.GENERAL / TRX SECTEUR VERDUN			51 700.00 €	49 074.67 €	2 625.33 €	-5.08%	49 074.67 €
1323-459	SUBV C.GENERAL / VILLAGE VERT		4 150.00 €	73 000.00 €		73 000.00 €	-100.00%	- 4 150.00 €
1323-460	SUBV C.GENERAL / PROG ECONOMIES ENERGIE			9 000.00 €	6 301.78 €	2 698.22 €	-29.98%	6 301.78 €
1323-463	SUBV C.GENERAL / CLUSTER TOURISTIQUE			75 000.00 €	15 700.29 €	59 299.71 €	-79.07%	15 700.29 €
1327-321	SUBV FEDER / CHAUDIERE BOIS COSEC		50 896.65 €			- €	#DIV/0!	- 50 896.65 €
1327-406	SUBV FEDER / NUMERISATION DES ARCHIVES			14 020.00 €	11 986.69 €	2 033.31 €	-14.50%	11 986.69 €
1327-459	SUBV FEADER-FEDER / VILLAGE VERT		22 824.99 €	170 000.00 €		170 000.00 €	-100.00%	- 22 824.99 €
1327-462	SUBV FEDER / PATRIMOINE ACCESSIBLE PO TOUS			54 000.00 €	9 417.60 €	44 582.40 €	-82.56%	9 417.60 €
1327-463	SUBV FEDER / CLUSTER TOURISTIQUE			371 580.00 €		371 580.00 €	-100.00%	- €
1328-321	SUBV ADEME / COSEC - CHAUDIERE BOIS	22 662.90 €		12 200.00 €	12 203.10 €	- 3.10 €	0.03%	12 203.10 €
1328-341	SUBV CNC ET AUTRES / TRAVAUX CINEMA	20 318.00 €	1 650.00 €	39 900.00 €	39 976.00 €	- 76.00 €	0.19%	38 326.00 €
1328-447	SUBV AGENCE EAU / PLAN DESHERBAGE	14 596.00 €		2 100.00 €	2 136.00 €	- 36.00 €	1.71%	2 136.00 €
1335	TAXE NON REAL PLACES STATIONNEMENT		10 000.00 €			- €	#DIV/0!	- 10 000.00 €
1341-ON	DOTATIONS DGE/DETR	84 065.80 €	58 878.00 €	165 000.00 €	19 500.00 €	145 500.00 €	-88.18%	- 39 378.00 €
1342-314	AMENDES POLICE		12 621.75 €		3 531.40 €	- 3 531.40 €	#DIV/0!	- 9 090.35 €
21	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	- €	- €	- €	677.53 €	- 677.53 €	#DIV/0!	677.53 €
2188-320	MATERIEL ECOLE PRIMAIRE		- €		677.53 €	- 677.53 €	#DIV/0!	677.53 €
16	<b>EMPRUNTS DETTES &amp; ASSIMILEES</b>	2 250.00 €	1 202 680.00 €	3 430 495.00 €	2 007 364.45 €	1 423 130.55 €	-41.48%	804 684.45 €
1641	PRETS DIVERS		1 200 000.00 €	3 428 295.00 €	2 000 000.00 €	1 428 295.00 €	-41.66%	800 000.00 €
165	ENCAISSEMENT CAUTION	250.00 €	480.00 €		5 164.45 €	- 5 164.45 €	#DIV/0!	4 684.45 €
1676	DETTES LOCATAIRE ACQUEREUR	2 000.00 €	2 200.00 €	2 200.00 €	2 200.00 €	- €	0.00%	- €

CPTE	LIBELLES	CA 2011	CA 2012	BP 2013	CA 2013	SOLDE 2013	Variation en %	CA 2013/ CA 2012
040	<b>OPERATIONS ENTRE SECTIONS</b>	<b>412 635.96 €</b>	<b>387 261.85 €</b>	<b>203 743.00 €</b>	<b>205 956.99 €</b>	<b>- 2 213.99 €</b>	<b>1.09%</b>	<b>- 181 304.86 €</b>
192	REPRISE SUR PLUS VALUE/CESSION DE BIENS	1 002.65 €	<b>6 200.53 €</b>		<b>1 401.06 €</b>	1 401.06 €	#DIV/0!	- 4 799.47 €
1391	SUBVENTIONS EQUIPEMENTS TRANSFEREES	226 958.86 €	<b>229 470.43 €</b>			- €	#DIV/0!	- 229 470.43 €
21316	VENTE COLUMBARIUM / SORTIE INVENTAIRE	2 292.35 €	<b>458.47 €</b>		<b>916.94 €</b>	916.94 €	#DIV/0!	458.47 €
28033	AMORTISSEMENT FRAIS INSERTION			<b>1 968.00 €</b>	<b>1 967.06 €</b>	0.94 €	-0.05%	1 967.06 €
28041583	AMORTISSEMENT SUBV EQUILIBRE			<b>12 171.00 €</b>	<b>12 170.49 €</b>	0.51 €	0.00%	12 170.49 €
280417	AMORTISSEMENT SUBVENTIONS EQUILIBRES	35 409.97 €		<b>4 921.00 €</b>	<b>4 920.16 €</b>	0.84 €	-0.02%	4 920.16 €
280418	AMORTISSEMENT SUBVENTIONS EQUILIBRES	2 269.09 €	<b>7 189.25 €</b>	<b>2 270.00 €</b>	<b>2 269.09 €</b>	0.91 €	-0.04%	- 4 920.16 €
280441	AMORTISSEMENT SUBV EQUIPEMENT EN NATURE			<b>2 500.00 €</b>	<b>2 466.71 €</b>	33.29 €	-1.33%	2 466.71 €
28	AMORTISSEMENT DES BIENS	144 703.04 €	<b>143 943.17 €</b>	<b>179 913.00 €</b>	<b>179 845.48 €</b>	67.52 €	-0.04%	35 902.31 €
23	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>- €</b>	<b>83 946.59 €</b>	<b>114 960.00 €</b>	<b>132 237.96 €</b>	<b>- 17 277.96 €</b>	<b>15.03%</b>	<b>48 291.37 €</b>
2313-459	CREATION VILLAGE-VERT				<b>14 537.38 €</b>	14 537.38 €	#DIV/0!	14 537.38 €
2315-424	VOIRIE COMMUNALE				<b>5 464.97 €</b>	5 464.97 €	#DIV/0!	5 464.97 €
238-319	AVANCE FORFAITAIRE - REMISE A ZERO DORTOIR			<b>3 200.00 €</b>	<b>3 190.75 €</b>	9.25 €	-0.29%	3 190.75 €
238-321	AVANCE FORFAITAIRE - REMISE A ZERO PHOTOV			<b>10 260.00 €</b>	<b>10 259.18 €</b>	0.82 €	-0.01%	10 259.18 €
238-331	AVANCE FORFAITAIRE - REMISE A ZERO PGD			<b>2 000.00 €</b>	<b>1 939.50 €</b>	60.50 €	-3.03%	1 939.50 €
238-455	AVANCE FORFAITAIRE - REMISE A ZERO VERDUN		<b>69 066.91 €</b>	<b>24 000.00 €</b>	<b>23 979.29 €</b>	20.71 €	-0.09%	- 45 087.62 €
238-459	AVANCE FORFAITAIRE - REMISE A ZERO V.VERT			<b>30 000.00 €</b>	<b>28 408.09 €</b>	1 591.91 €	-5.31%	28 408.09 €
238-463	AVANCE FORFAITAIRE - REMISE A ZERO CLUSTER			<b>40 000.00 €</b>	<b>39 026.68 €</b>	973.32 €	-2.43%	39 026.68 €
238-465	TRX 2 RUE ST MARY / AVANCE REMISE A ZERO		<b>14 879.68 €</b>	<b>5 500.00 €</b>	<b>5 432.12 €</b>	67.88 €	-1.23%	- 9 447.56 €
041	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>49 980.81 €</b>	<b>37 000.60 €</b>	<b>148 700.00 €</b>	<b>148 637.94 €</b>	<b>62.06 €</b>	<b>-0.04%</b>	<b>111 637.34 €</b>
2151	REGULARISATION OPERATION SOUS MANDATS	49 980.81 €				- €	#DIV/0!	- €
27638	AUTRES CREANCES IMMOBILISEES			<b>148 700.00 €</b>	<b>148 637.94 €</b>	62.06 €	-0.04%	148 637.94 €
2111	VENTE TERRAINS SDIS - SORTIE INVENTAIRE		<b>37 000.60 €</b>			- €	#DIV/0!	- 37 000.60 €
	<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 741 778.19 €</b>	<b>3 121 393.46 €</b>	<b>9 030 293.00 €</b>	<b>4 078 660.18 €</b>	<b>4 951 632.82 €</b>	<b>-54.83%</b>	<b>957 266.72 €</b>

<b>RESULTAT INVESTISSEMENT</b>	<b>- 665 796.48 €</b>	<b>108 137.03 €</b>	<b>- €</b>	<b>- 1 014 867.75 €</b>
--------------------------------	-----------------------	---------------------	------------	-------------------------

<b>RESULTAT DE CLOTURE</b>	<b>216 449.06 €</b>	<b>1 164 093.32 €</b>	<b>- €</b>	<b>350 960.80 €</b>
----------------------------	---------------------	-----------------------	------------	---------------------

## BUDGET EAU COMPTE ADMINISTRATIF 2013

<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				
<b>CPTE</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>BUDGET 2013</b>	<b>REAL + ENG 2013</b>	<b>SOLDE 2013</b>
<b>O23</b>	<b>AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE</b>	<b>110 900.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>110 900.00 €</b>
O23	Virement à la section d'investissement	110 900.00 €	- €	110 900.00 €
<b>O22</b>	<b>DEPENSES IMPREVUES</b>	<b>19 990.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>19 990.00 €</b>
O22	Dépenses imprévues	19 990.00 €	- €	19 990.00 €
<b>O11</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>1 500.00 €</b>	<b>1 443.82 €</b>	<b>56.18 €</b>
6168	Primes assurances (Ass matériel pompage/sources)	100.00 €	48.82 €	51.18 €
628	Contribution au SIAEP	1 400.00 €	1 395.00 €	5.00 €
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>1 970.00 €</b>	<b>1 960.24 €</b>	<b>9.76 €</b>
66111	Intérêts sur prêt	1 987.00 €	1 976.25 €	10.75 €
66112	ICNE	- 17.00 €	- 16.01 €	- 0.99 €
<b>68</b>	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>15 640.00 €</b>	<b>15 638.46 €</b>	<b>1.54 €</b>
6811	Dotation aux amortissements	15 640.00 €	15 638.46 €	1.54 €
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>150 000.00 €</b>	<b>19 042.52 €</b>	<b>130 957.48 €</b>

<b>CPTE</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>BUDGET 2013</b>	<b>REAL + ENG 2013</b>	<b>SOLDE 2013</b>
<b>OO2</b>	<b>EXCEDENT FONCTIONNEMENT REPORTE</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>- €</b>
OO2	Excédent de fonctionnement reporté	10 000.00 €	10 000.00 €	- €
<b>70</b>	<b>VENTE DE PRODUITS ET PRESTATIONS</b>	<b>140 000.00 €</b>	<b>142 595.67 €</b>	<b>- 2 595.67 €</b>
70128	Surtaxe partie EAU	140 000.00 €	134 620.67 €	5 379.33 €
7087	Participation particuliers sur travaux (PUP)		7 975.00 €	7 975.00 €
	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>150 000.00 €</b>	<b>152 595.67 €</b>	<b>- 2 595.67 €</b>

<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>- €</b>	<b>133 553.15 €</b>
-----------------------------------	------------	---------------------

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>CPTE</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>BUDGET 2013</b>	<b>REAL + ENG 2013</b>	<b>SOLDE 2013</b>
<b>OO1</b>	<b>DEFICIT INVESTISSEMENT REPORTE</b>	<b>74 566.00 €</b>	<b>74 565.58 €</b>	<b>0.42 €</b>
OO1	Déficit investissement reporté	74 566.00 €	74 565.58 €	0.42 €
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>43 000.00 €</b>	<b>29 533.17 €</b>	<b>13 466.83 €</b>
2762	Transfert droits à TVA / investissement	43 000.00 €	29 533.17 €	13 466.83 €
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES</b>	<b>3 334.00 €</b>	<b>3 333.32 €</b>	<b>0.68 €</b>
1641	Remboursement capital prêts	3 334.00 €	3 333.32 €	0.68 €
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>33 100.00 €</b>	<b>33 032.12 €</b>	<b>67.88 €</b>
2118-40	Terrains sur périmètre des sources	33 100.00 €	33 032.12 €	67.88 €
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>273 868.00 €</b>	<b>180 211.62 €</b>	<b>93 656.38 €</b>
2315-10	Remplacement branchements plombs	120 000.00 €	80 619.21 €	39 380.79 €
2315-99	Travaux réseau eau potable	153 868.00 €	96 664.61 €	57 203.39 €
238-99	Avance Forfaitaire sur trx eau potable		2 927.80 € -	2 927.80 €
	<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>427 868.00 €</b>	<b>320 675.81 €</b>	<b>107 192.19 €</b>

<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>CPTE</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>BUDGET 2013</b>	<b>REAL + ENG 2013</b>	<b>SOLDE 2013</b>
<b>021</b>	<b>AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE</b>	<b>110 900.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>110 900.00 €</b>
O21	Virement de la section d'investissement	110 900.00 €	- €	110 900.00 €
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>105 228.00 €</b>	<b>91 761.34 €</b>	<b>72 533.17 €</b>
1068 2315	Affectation du résultat TVA / Travaux investissement	62 228.00 € 43 000.00 €	62 228.17 € 29 533.17 €	72 533.17 €
<b>13</b>	<b>SUBVENTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>120 000.00 €</b>	<b>36 000.00 €</b>	<b>84 000.00 €</b>
13111-10	Subv AG.EAU / Trx banchements plombs	120 000.00 €	36 000.00 €	84 000.00 €
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>33 100.00 €</b>	<b>33 032.12 €</b>	<b>67.88 €</b>
2158-40	Autres installations / périmètre sources	33 100.00 €	33 032.12 €	67.88 €
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>- €</b>	<b>2 927.80 €</b>	<b>- 2 927.80 €</b>
238-99	Remise à zéro avance forfaitaire versée	- €	2 927.80 €	- 2 927.80 €
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>43 000.00 €</b>	<b>29 533.17 €</b>	<b>13 466.83 €</b>
2762	Transfert droits à TVA / investissement	43 000.00 €	29 533.17 €	13 466.83 €
<b>28</b>	<b>AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS</b>	<b>15 640.00 €</b>	<b>15 638.46 €</b>	<b>1.54 €</b>
28158	Amortissement du matériel	15 640.00 €	15 638.46 €	1.54 €
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>427 868.00 €</b>	<b>208 892.89 €</b>	<b>278 041.62 €</b>
<b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT</b>		<b>- €</b>	<b>- 111 782.92 €</b>	
<b>SOLDE DE RESULTAT</b>		<b>- €</b>	<b>21 770.23 €</b>	

# BUDGET ASSAINISSEMENT

## COMPTE ADMINISTRATIF 2013

<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				
<b>CPTE</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>BUDGET 2013</b>	<b>REAL + ENG 2013</b>	<b>SOLDE 2013</b>
<b>O22</b>	<b>DEPENSES IMPREVUES</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>10 000.00 €</b>
O22	Dépenses imprévues	10 000.00 €		10 000.00 €
<b>O23</b>	<b>AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE</b>	<b>675 518.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>675 518.00 €</b>
O23	Virement à la section d'investissement	675 518.00 €		675 518.00 €
<b>O11</b>	<b>ACH ET VARIATION DE STOCKS</b>	<b>2 600.00 €</b>	<b>2 037.55 €</b>	<b>562.45 €</b>
6042	Prestations de services	2 000.00 €	1 076.40 €	923.60 €
6168	Primes d'assurance	100.00 €	40.23 €	59.77 €
6231	Frais d'annonces et insertion	500.00 €	920.92 €	- 420.92 €
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>6.00 €</b>	<b>5.22 €</b>	<b>0.78 €</b>
66111	Intérêts sur prêts	6.00 €	5.22 €	0.78 €
<b>68</b>	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>51 870.00 €</b>	<b>51 866.75 €</b>	<b>3.25 €</b>
6811	Amortissement matériel d'assainissement	51 870.00 €	51 866.75 €	3.25 €
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>739 994.00 €</b>	<b>53 909.52 €</b>	<b>686 084.48 €</b>

<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>				
<b>CPTE</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>BUDGET 2013</b>	<b>REAL + ENG 2013</b>	<b>SOLDE 2013</b>
<b>OO2</b>	<b>EXCEDENT FONCTIONNEMENT REPORTE</b>	<b>669 114.00 €</b>	<b>669 115.44 €</b>	<b>1.44 €</b>
OO2	Excédent de fonctionnement reporté	669 114.00 €	669 115.44 €	1.44 €
<b>70</b>	<b>VENTE PRODUITS ET PRESTATIONS</b>	<b>27 000.00 €</b>	<b>57 919.94 €</b>	<b>30 919.94 €</b>
704	Taxe de raccordement à l'égout		22 521.95 €	22 521.95 €
7061	SURTAXE : partie assainissement	27 000.00 €	31 162.99 €	4 162.99 €
7087	Participation particuliers sur travaux (PUP)		4 235.00 €	4 235.00 €
<b>O42</b>	<b>OPERATION TRANSFERT ENTRE SECTION</b>	<b>3 280.00 €</b>	<b>3 272.75 €</b>	<b>- 7.25 €</b>
777	Amortissement subvention d'investissement	3 280.00 €	3 272.75 €	- 7.25 €
<b>75</b>	<b>PRODUITS GESTION COURANTE</b>	<b>40 600.00 €</b>	<b>41 469.23 €</b>	<b>869.23 €</b>
758	Prime épuration (prime AGENCE DE L'EAU)	40 600.00 €	41 469.23 €	869.23 €
	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>739 994.00 €</b>	<b>771 777.36 €</b>	<b>31 783.36 €</b>

<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>- €</b>	<b>717 867.84 €</b>
-----------------------------------	------------	---------------------

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>CPTÉ</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>BUDGET 2013</b>	<b>REAL + ENG 2013</b>	<b>SOLDE 2013</b>
<b>001</b>	<b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>	<b>192 014.00 €</b>	<b>192 013.19 €</b>	<b>0.81 €</b>
001	Déficit d'investissement reporté	192 014.00 €	192 013.19 €	0.81 €
<b>040</b>	<b>OPERATION TRANSFERT ENTRE SECTION</b>	<b>3 280.00 €</b>	<b>3 272.75 €</b>	<b>7.25 €</b>
13918	Amortissement subvention d'investissement	3 280.00 €	3 272.75 €	7.25 €
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>848 477.00 €</b>	<b>443 298.01 €</b>	<b>405 178.99 €</b>
2315-14	Stations d'épuration : agitateurs	50 000.00 €		50 000.00 €
2315-23	Stations d'épuration : centrifugeuses	330 671.00 €	328 278.08 €	2 392.92 €
2315-22	Travaux réseaux assainissement	467 806.00 €	113 981.81 €	353 824.19 €
238-22	Avance forfaitaire sur travaux		1 038.12 € -	1 038.12 €
	<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 043 771.00 €</b>	<b>638 583.95 €</b>	<b>405 187.05 €</b>

<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>CPTÉ</b>	<b>LIBELLES</b>	<b>BUDGET 2013</b>	<b>REAL + ENG 2013</b>	<b>SOLDE 2013</b>
<b>021</b>	<b>AUTOFINANCEMENT COMPLEMENTAIRE</b>	<b>675 518.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>- 675 518.00 €</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	675 518.00 €	- € -	675 518.00 €
<b>10</b>	<b>APPORTS DOTATIONS ET RESERVES</b>	<b>233 014.00 €</b>	<b>233 213.19 €</b>	<b>199.19 €</b>
10222	FCTVA	41 000.00 €	41 200.00 €	200.00 €
<b>1068-ONA</b>	<b>AFFECTATION DU RESULTAT</b>	<b>192 014.00 €</b>	<b>192 013.19 €</b>	<b>- 0.81 €</b>
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>83 369.00 €</b>	<b>83 369.00 €</b>	<b>- €</b>
1322-14	Subv Région - Trx Stations épuration	37 895.00 €	37 895.00 €	- €
1323-14	Subv Département - Trx Stations épuration	45 474.00 €	45 474.00 €	- €
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>- €</b>	<b>1 038.12 €</b>	<b>- 1 038.12 €</b>
238-22	Avance forfaitaire - remise à zéro	- €	1 038.12 € -	1 038.12 €
<b>28</b>	<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>51 870.00 €</b>	<b>51 866.75 €</b>	<b>- 3.25 €</b>
28158	Amortissement matériel et outillage technique		39 367.08 €	39 367.08 €
28188	Autres amortissements	51 870.00 €	12 499.67 € -	39 370.33 €
	<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 043 771.00 €</b>	<b>369 487.06 €</b>	<b>- 676 360.18 €</b>

<b>RESULTAT INVESTISSEMENT</b>	<b>- €</b>	<b>269 096.89 €</b>
--------------------------------	------------	---------------------

<b>SOLDE CLOTURE</b>	<b>- €</b>	<b>448 770.95 €</b>
----------------------	------------	---------------------



COMMUNE : 088 FORCALQUIER  
ARRONDISSEMENT : 04 FORCALQUIER  
TRESORERIE SPL : TRESORERIE DE FORCALQUIER

**ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2014**

**I - RESSOURCES FISCALES A TAUX CONSTANTS**

Bases d'imposition effectives 2013 (1)	Taux d'imposition communaux de 2013 (2)	Taux d'imposition plafonnés 2014 (3)	Bases d'imposition prévisionnelles 2014 (4)	Produits à taux constants (col.4 x col.2 ou col.3) (5)
Taxe d'habitation.....	15,93	>>>	7 708 000	1 227 884
Taxe foncière (bâti).....	31,58	>>>	5 669 000	1 790 270
Taxe foncière (non bâti).....	85,79	>>>	80 700	69 233
CFE.....	>>>	>>>	0	0
Bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants (4)				Total :
				258266

**II - DECISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

3246394 - Produit nécessaire à l'équilibre du budget - 159 007 - Produit de la CVAE (5) - TASCOM (10) - DCRTP (11)

Produit des IFR (3) = 3087387 - Prélèvement pour le FSRIF (14) - Prélèvement GIR (11)

Produit attendu de la fiscalité directe locale (à reporter colonne 7)

**2. CALCUL DES TAUX 2014 PAR APPLICATION DE LA VARIATION PROPORTIONNELLE**

Si l'un des taux de référence (col.9) excède le plafond inscrit col.3 (ou, à défaut, col.15 page 2), une variation différenciée des taux doit obligatoirement être votée.

Taux de référence de 2013 (col.2 ou 3) (6)	COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE (7) (8)	Taux de référence 2014 (col.6 x col.8) (9)	3. TAUX VOTES (10)	Bases d'imposition prévisionnelles 2014 (11)	Produit correspondant (col.10 x col.11) (12)
Taxe d'habitation.....	15,93	15,93	15,93	7 708 000	1 227 884
Taxe foncière (bâti).....	31,58	31,58	31,58	5 669 000	1 790 270
Taxe foncière (non bâti).....	85,79	85,79	85,79	80 700	69 233
CFE.....	>>>	>>>	>>>	0	0
Produit attendu (5) = 3 087 387				Produit à taux constants	Produit fiscal attendu
La diminution sans lien des taux a-t-elle été décidée en 2014 ? (indiquer OUI/NON dans la cellule ci-contre) :				3 087 387	

A Digne les Bains Le préfet,  
Le Directeur Dep. des Finances Publiques le  
JEAN-LOUIS FUNEL  
le 28 FEVRIER 2014

A Forcalquier Le maire,



Signature of the Mayor

le 16 avril 2014

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

COMMUNE : 088 FORCALQUIER

ARRONDISSEMENT : 04 FORCALQUIER

TRESORERIE SPL : TRESORERIE DE FORCALQUIER



N° 1259 COM (2)

TAUX

FDL

2014

**ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2014**

**III - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :**

**1. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES (13)**

Taxe d'habitation :	105 625
Taxe foncière (bâti) :	18 925
a. Personnes de condition modeste	0
b. ZFU, ZUS, baux à réhabilitation	9 489
c. Exonération de longue durée (logements sociaux)	13 048
Taxe foncière (non bâti) :	11 920
Taxe professionnelle / CFE :	0
a. Dotation unique spécifique (TP)	
b. Réduction des bases des créations d'établissements	
c. Exonération en zones d'aménagement du territoire	
d. Abattement de 25% en Corse	
Dotation pour perte de THLY :	0

**2. BASES NON TAXEES (14)**  
Bases exonérées par le conseil municipal

Taxe foncière (bâti)	
Taxe foncière (non bâti)	
Collation Foncière des Entreprises (CFE)	
Bases exonérées par la loi dans certaines zones	
Taxe foncière (bâti)	
Taxe foncière (non bâti)	
Collation Foncière des Entreprises (CFE)	
Bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles	16 437

**4. PRODUIT DES IFR (15)**

Éoliennes & hydroliennes	
Centrales électriques	
Centrales photovoltaïques	
Centrales hydrauliques	
Transformateurs	
Stations radioélectriques	
Gaz - Stockage, transport...	

**5. ELEMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX (16)**

	Taux moyens communaux de 2013, au niveau départemental		Taux 2013 des EPCI	Taux plafonds 2014	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2014 (col.15 - col.16)
	national	départemental			
Taxe d'habitation.....	23,88	17,95	6,11000	59,70	53,59
Taxe foncière (bâti).....	20,11	26,87	>>>	67,18	67,18
Taxe foncière (non bâti).....	48,94	64,21	2,66000	160,53	157,87
CFE.....	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>

**MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE (17)**

Taux communal majoré à ne pas dépasser	>>>	Taux maximum de la majoration spéciale	>>>
Taux moyen pondéré des taxes d'habitation et foncières de 2013 : national	>>>	communal	>>>

Taux de CFE perçue en 2013 par le SAN, la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique

33,97

**DIMINUTION SANS LIEN (18)**

Année au titre de laquelle la diminution sans lien a été appliquée

Année au titre de laquelle les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés

<b>BUDGET PRINCIPAL</b>
<b>IMMOBILISATIONS 2013 AMORTIES A COMPTER DE 2014</b>
<b>PROPOSITIONS D'AMORTISSEMENT</b>

Décret n° 96-523 du 13 juin 96 art 1 (Art R 221-10 Code des Communes)

Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante sur proposition de l'ordonnateur.

L'Assemblée délibérante peut fixer un seuil unitaire en deça duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent en un an. (article 1er du décret n° 56.523 du 13 juin 1996, pris pour application de l'article L 2321-2 du CGCT)

Nous vous proposons de fixer ce seuil à 1 500 €

<b>MATERIEL INFORMATIQUE : AMORTISSEMENT 2 à 5 ans</b>
--

NATURE DU BIENS	VALEUR D'ACHAT	DUREE 2 ANS	DUREE 3 ANS	DUREE 4 ANS	DUREE 5 ANS	DUREE PROPOSEE 2 ANS
SYSTÈME GESTION CRECHE	3 624,20 €	1 812,10 €	1 208,07 €	906,05 €	724,84 €	1 812,10 €
SERVEUR IBM	3 414,58 €	1 707,29 €	1 138,19 €	853,65 €	682,92 €	1 707,29 €
MATERIEL INFORMATIQUE	9 471,12 €	4 735,56 €	3 157,04 €	2 367,78 €	1 894,22 €	4 735,56 €
MAILINBLACK2013	1 943,50 €	971,75 €	647,83 €	485,88 €	388,70 €	971,75 €
LOGICIEL ETAT CIVIL	2 272,40 €	1 136,20 €	757,47 €	568,10 €	454,48 €	1 136,20 €
<b>TOTAL AMORTISSEMENT</b>	<b>20 725,80 €</b>	<b>10 362,90 €</b>	<b>6 908,60 €</b>	<b>5 181,45 €</b>	<b>4 145,16 €</b>	<b>10 362,90 €</b>

<b>MATERIEL DIVERS : AMORTISSEMENT 6 à 10 ANS</b>
---

NATURE DU BIENS	VALEUR D'ACHAT	DUREE 6 ANS	DUREE 7 ANS	DUREE 8 ANS	DUREE 9 ANS	DUREE 10 ANS	DUREE PROPOSEE 6 ANS
CASQUE AMPLI POUR ECBF	2 499,64 €	416,61 €	357,09 €	312,46 €	277,74 €	249,96 €	416,61 €
MATERIEL SONORISATION	23 677,72 €	3 946,29 €	3 382,53 €	2 959,72 €	2 630,86 €	2 367,77 €	3 946,29 €
GRANDE SONO EXTERIEURE	2 397,92 €	399,65 €	342,56 €	299,74 €	266,44 €	239,79 €	399,65 €
HOUSSES / SIEGES CINEMA	2 891,72 €	481,95 €	413,10 €	361,47 €	321,30 €	289,17 €	481,95 €
MATERIEL NUMERISATION	3 827,20 €	637,87 €	546,74 €	478,40 €	425,24 €	382,72 €	637,87 €
SECATEUR MECANIQUE	2 265,22 €	377,54 €	323,60 €	283,15 €	251,69 €	226,52 €	377,54 €
LAME A NEIGE	7 295,60 €	1 215,93 €	1 042,23 €	911,95 €	810,62 €	729,56 €	1 215,93 €
EQUIPEMENT SEME CLASSE	2 898,37 €	483,06 €	414,05 €	362,30 €	322,04 €	289,84 €	483,06 €
GRILLES ET PLANCHER	4 532,84 €	755,47 €	647,55 €	566,61 €	503,65 €	453,28 €	755,47 €
CHAISES ET VERINS	13 918,45 €	2 319,74 €	1 988,35 €	1 739,81 €	1 546,49 €	1 391,85 €	2 319,74 €
CHAISES ET TABLES	5 066,26 €	844,38 €	723,75 €	633,28 €	562,92 €	506,63 €	844,38 €
SONO MOYENNE	1 924,36 €	320,73 €	274,91 €	240,55 €	213,82 €	192,44 €	320,73 €
MATS BANDEROLES	4 252,64 €	708,77 €	607,52 €	531,58 €	472,52 €	425,26 €	708,77 €
GUIRLANDES ILLUMINATIONS	10 829,54 €	1 804,92 €	1 547,08 €	1 353,69 €	1 203,28 €	1 082,95 €	1 804,92 €
GUIRLANDES SPARKLIGHT	1 645,70 €	274,28 €	235,10 €	205,71 €	182,86 €	164,57 €	274,28 €
COFFRETS ELECTRIQUES	8 338,51 €	1 389,75 €	1 191,22 €	1 042,31 €	926,50 €	833,85 €	1 389,75 €
TRANSFO ELECTRIQUE	7 220,25 €	1 203,38 €	1 031,46 €	902,53 €	802,25 €	722,03 €	1 203,38 €
COFFRETS FORAINS	4 000,62 €	666,77 €	571,52 €	500,08 €	444,51 €	400,06 €	666,77 €
MOBILIER UBAIN VERDUN	4 455,10 €	742,52 €	636,44 €	556,89 €	495,01 €	445,51 €	742,52 €
LOT DE BARRIERES VILLE	2 512,80 €	418,80 €	358,97 €	314,10 €	279,20 €	251,28 €	418,80 €
LOT DE POTEAUX	2 798,64 €	466,44 €	399,81 €	349,83 €	310,96 €	279,86 €	466,44 €
POTELETS MÉMOIRE FORME	1 542,84 €	257,14 €	220,41 €	192,86 €	171,43 €	154,28 €	257,14 €
BARRIERES FIXES & AMOVIBLES	4 431,18 €	738,53 €	633,03 €	553,90 €	492,35 €	443,12 €	738,53 €
RADIATEURS / MAIRIE	5 518,61 €	919,77 €	788,37 €	689,83 €	613,18 €	551,86 €	919,77 €
PLANTATIONS 2013	9 209,20 €	1 534,87 €	1 315,60 €	1 151,15 €	1 023,24 €	920,92 €	1 534,87 €
PLANTATIONS 2013	3 284,90 €	547,48 €	469,27 €	410,61 €	364,99 €	328,49 €	547,48 €
<b>TOTAL AMORTISSEMENT</b>	<b>143 235,83 €</b>	<b>23 872,64 €</b>	<b>20 462,26 €</b>	<b>17 904,48 €</b>	<b>15 915,09 €</b>	<b>14 323,58 €</b>	<b>23 872,64 €</b>

**VEHICULES TECHNIQUES : AMORTISSEMENT 4 à 8 ANS**

NATURE DU BIENS	VALEUR D'ACHAT	DUREE 4 ANS	DUREE 5 ANS	DUREE 6 ANS	DUREE 7 ANS	DUREE 8 ANS	DUREE PROPOSEE 6 ANS
MASTER RENAULT	10 373,50 €	2 593,38 €	2 074,70 €	1 728,92 €	1 481,93 €	1 296,69 €	1 728,92 €
KANGOO POLICE	7 964,50 €	1 991,13 €	1 592,90 €	1 327,42 €	1 137,79 €	995,56 €	1 327,42 €
KANGOO	5 898,02 €	1 474,51 €	1 179,60 €	983,00 €	842,57 €	737,25 €	983,00 €
KANGOO ELECTRIQUE	18 363,56 €	4 590,89 €	3 672,71 €	3 060,59 €	2 623,37 €	2 295,45 €	3 060,59 €
<b>TOTAL AMORTISSEMENT</b>	<b>42 599,58 €</b>	<b>10 649,90 €</b>	<b>8 519,92 €</b>	<b>7 099,93 €</b>	<b>6 085,65 €</b>	<b>5 324,95 €</b>	<b>7 099,93 €</b>

NATURE DU BIENS <b>INFERIEURS A 1 500 €</b>	VALEUR D'ACHAT	DUREE 1 ANS
CRICS HYDRAULIQUE	378,00 €	378,00 €
MATERIEL LUMIERE/SON	365,98 €	365,98 €
LAVE LINGE / CLSH	999,99 €	999,99 €
ROBOT CUISINE / CRECHE	1 042,92 €	1 042,92 €
BRAS REMORQUAGE	546,57 €	546,57 €
POIGNEES POUR CHARIOT	349,23 €	349,23 €
ECHAFAUDAGE	1 283,00 €	1 283,00 €
BAC A SEL	491,19 €	491,19 €
PERFO ET MEULEUSE	1 071,62 €	1 071,62 €
PERCEUSE - VISSEUSE	394,15 €	394,15 €
MELEUSE BOSH	249,87 €	249,87 €
SOUFFLEUR A DOS	788,37 €	788,37 €
TABLE GLISSEMENT CANTINE	675,74 €	675,74 €
MOBILIER / CLASSE PRIMAIRE	1 055,03 €	1 055,03 €
MOBILIER / CLASSE PRIMAIRE	1 376,24 €	1 376,24 €
MOBILIER / CLASSE MATERNELLE	340,65 €	340,65 €
MOBILIER / CLASSE MATERNELLE	208,00 €	208,00 €
MOBILIER / CLASSE MATERNELLE	883,01 €	883,01 €
PC PORTABLE MATERNELLE	975,46 €	975,46 €
EQUIPEMENT 5EME CLASSE	433,80 €	433,80 €
EQUIPEMENT 5EME CLASSE	1 078,80 €	1 078,80 €
BILIOTHEQUE/PRESENTAIRE	208,00 €	208,00 €
SONO PORTABLE	1 070,00 €	1 070,00 €
LOT PACK TELEPHONES	769,02 €	769,02 €
COMPOSTEURS	1 179,00 €	1 179,00 €
PLEXIPISCINE	1 056,30 €	1 056,30 €
GUIRLANDES SPARKLIGHT	1 062,05 €	1 062,05 €
MATERIEL ILLUMINATION	1 240,13 €	1 240,13 €
PANNEAUX / PGD	1 074,15 €	1 074,15 €
PANNEAUX COVOITURAGE	627,90 €	627,90 €
BARRIERES TOURNANTES	680,52 €	680,52 €
RADIATEURS /FOYERS 3E AGE	1 226,71 €	1 226,71 €
LOGICIEL CANTINE	478,40 €	478,40 €
LOGICIEL CANTINE	1 196,00 €	1 196,00 €
<b>TOTAL AMORTISSEMENT</b>	<b>26 855,80 €</b>	<b>26 855,80 €</b>

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>68 191,27 €</b>
----------------------	--------------------